

SIX MOIS PLUS TARD

LA SITUATION DES ENFANTS ET DES JEUNES ADULTES DANS LE NORD DE LA FRANCE SUITE À LA DÉMOLITION DU CAMP DE CALAIS

REFUGEE RIGHTS EUROPE

En collaboration avec

Help Refugees

REFUGEE YOUTH SERVICE

et

Denise Charlton and Associates

DATES DE RECHERCHE

Du 5 au 9 avril 2017

STATISTICIEN

Mohammed Alhussein Saoud

COORDONNATEURS DE LA RECHERCHE

Samer Mustafa
Marta Welander

CHERCHEURS SUR LE TERRAIN

Nahzley Anvarian
Candace Georgis
Samer Mustafa
Rita Rasheed
Natalie Stanton
Yonas Tekeste
Moz Walsh
Marta Welander
Debesay

AUTEURS DU RAPPORT

Lilly Monk
Natalie Stanton
Marta Welander

ÉDITRICE DE RAPPORT

Natalie Stanton

DESIGN

Pippa Stanton
Me And You Create
www.meandyoucreate.com
hello@meandyoucreate.com

CRÉDITS PHOTO

Candace Georgis
Michael McHugh
Samer Mustafa
Yonas Tekeste
Refugee Rights Europe

TRADUCTEURS

AMHARIQUE: Candace Georgis

ARABE: Mohamad Alhussein Sauod

DARI: Nahzley Anvarian

FRANÇAIS: Sophie Drouet, Saraswathi Ramanan

PACHTOUNE: Usama Khilji

TIGRIGNA: Yonas Tekeste

Josie Naughton, Philli, Annie P. Gavrilescu, Benny Hunter et autres collègues de **Help Refugees**.

Michael McHugh et ses collègues du Refugee Youth Service, pour avoir accueilli notre délégation et apporté un soutien précieux tout au long de l'étude.

Le Secours Catholique, Refugee Community Kitchen, et Utopia 56 pour avoir facilité l'accès aux lieux de recherche à Calais.

Margot Bernard de **l'Auberge des Migrants**, Vincent du **Secours Catholique**, Gael Manzi, Sarah Arrom, Stephan et Pauline Le Coënt d'**Utopia 56**, Francesca Romberg de **Voices for Child Refugees**, Liz Clegg du **centre « non-officiel » pour les femmes et les enfants**.

Beth Honig pour avoir généreusement mis un véhicule à disposition pour le voyage et le transport sur place.

Django pour avoir aidé à créer du contenu pour les réseaux sociaux afin que les résultats de la recherche atteignent un vaste public.

Nicholas Cotterill pour ses commentaires sur l'enquête et la méthodologie, et en particulier sa contribution sur les questions de protection de l'enfance.

Ceux qui ont généreusement financé l'étude: Help Refugees, Children's Rights Alliance, Refugee Youth Service, Denise Charlton & Associés, et tous les donateurs individuels qui nous ont généreusement soutenu via notre page de crowdfunding.

Et surtout, une sincère gratitude envers les filles, les garçons, les femmes et les hommes déplacés qui ont participé à l'étude.



TABLE OF CONTENTS

INTRODUCTION	PAGE 4
MÉTHODOLOGIE ET LIMITES	PAGE 6
1E PARTIE: LA SITUATION DES PERSONNES DÉPLACÉES À CALAIS	PAGE 8
2E PARTIE: ACCENT SUR LES ENFANTS DANS LA RÉGION	PAGE 18
CONCLUSION	PAGE 35

INTRODUCTION

En avril 2017, cela fera six mois que les autorités françaises ont expulsé les réfugiés et les personnes déplacées de la "jungle" de Calais. À la suite de cette démolition violente marquée par des incendies et un chaos généralisé, on estime que 1 500 enfants non accompagnés ont été dispersés à travers la France. Beaucoup d'entre eux ont été envoyés dans des centres d'accueils gérés par l'État, tandis qu'une poignée s'est cachée dans la région. D'autres ont tout simplement disparu au milieu du tumulte. En outre, les associations locales estiment que près de 2 000 personnes (adultes et enfants confondus) ont quitté le camp avant sa démolition pour trouver refuge dans le nord de la France, hors de la vue des autorités qui s'efforcent à disperser et expulser les gens de la région.[1]

Dans le cadre du soutien du gouvernement britannique pour la démolition du camp de Calais, 750 enfants ont été transférés de la France vers le Royaume-Uni.[2] Dans un élan prometteur, l'adoption en mai 2016 de l'amendement Dubs avait prévu l'arrivée de 3 000 enfants au Royaume-Uni. Cette décision a toutefois était révisée, menant à une réduction du nombre d'enfants éligibles au transfert à seulement 350 et à l'adoption de critères de sélection particulièrement restrictifs.[3] En parallèle, la Grande-Bretagne a contribué de vastes sommes d'argent à la construction d'un nouveau mur à Calais visant à entraver davantage l'entrée au Royaume-Uni.

SANS LA SÉCURITÉ D'UN CAMP COMMUNAL OU D'UN CENTRE D'ACCUEIL ADÉQUAT, LES PERSONNES DÉPLACÉES DU NORD DE LA FRANCE SONT EXPOSÉES À DES PROBLÈMES DE SANTÉ, ET DES SITUATIONS D'EXPLOITATION, DE VIOLENCE ET D'ABUS.

Six mois plus tard, un grand nombre de personnes déplacées, y compris des centaines d'enfants non accompagnés, dorment dans les rues de Calais, cherchent un abri dans des camps de fortune ou vivent sans domicile fixe à Paris. Beaucoup espèrent encore un jour se rendre au Royaume-Uni.[4] La situation actuelle semble insoutenable et plusieurs associations opérant dans la région ont exprimé de fortes inquiétudes quant à la sécurité des enfants. Pendant ce temps, les autorités françaises et britanniques semblent réticentes à aborder la situation de manière significative et à trouver une solution plus durable et plus humaine à cette crise.

Les personnes déplacées dans la région de Calais ont rencontré des défis à chaque étape de leur déplacement. Beaucoup ont entrepris des voyages dangereux en direction de l'Europe et à l'intérieur du continent, entraînant souvent des blessures ou des problèmes de santé graves voire mortels.[5] Passer de longues périodes à dormir dans la rue aggrave cette situation,

LES ENFANTS NON ACCOMPAGNÉS SONT PLUS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE CONFRONTÉS À LA VIOLENCE SEXUELLE, À L'EXPLOITATION ET À LA TRAITE DES PERSONNES.

fragilisant la santé à la fois physique et mentale de ces individus. Sans la sécurité d'un camp communal ou d'un centre d'accueil adéquat, les personnes déplacées du nord de la France sont exposées à des problèmes de santé, et des situations d'exploitation, de violence et d'abus.

Afin d'étudier la situation rencontrée par les personnes déplacées à la suite des expulsions de Calais, le Refugee Rights Europe (RRE, en français le Projet de données sur les droits des réfugiés) a mené des recherches à Paris en janvier 2017.[6] Nous avons constaté que les adultes et les mineurs non accompagnés souffraient de problèmes de santé

1. *Ansems de Vries et Welander (2016) 'Calais Demolition: Mission Accomplished,' https://www.opendemocracy.net/mediterranean-journeys-in-hope/leonie-ansems-de-vries-marta-welander/calais-demolition-mission-accom*
2. *Parliament UK (2017) 'Immigration: Written statement', http://www.parliament.uk/business/publications/written-questions-answers-statements/written-statement/Commons/2017-02-08/HCWS467/*
3. *Help Refugees (2017) 'Legal Proceedings Update', http://www.helprefugees.org.uk/news/help-refugees-legal-proceedings-update-2/*
4. *RRE (2016) 'Still Here', http://refugeerights.org.uk/wp-content/uploads/2016/10/RRE_StillHere.pdf*
5. *UNICEF (2016) 'Danger Every Step of the Way', https://www.unicef.org/emergencies/childrenonthemove/files/Child_Alert_Final_PDF.pdf*
6. *Refugee Rights Europe (2017) http://refugeerights.org.uk/wp-content/uploads/2018/08/RRE_LifeOnTheStreets.pdf*
7. *Refugee Rights Europe (2017) http://refugeerights.org.uk/wp-content/uploads/2018/08/RRE_LifeOnTheStreets.pdf*



dus au froid, se faisaient fréquemment confisquer ou voler leurs affaires, étaient régulièrement déplacés en plein milieu de la nuit, et subissaient des violences policières et des abus verbaux.[7] La plupart n'ont pas demandé l'asile en France, espérant le faire au Royaume-Uni. Dans la peur des autorités, beaucoup restent cachés dans la rue plutôt que de chercher un logement officiel, et sont privés d'un accès aux soins de santé.

Les enfants non accompagnés sont particulièrement vulnérables dans ce contexte. Ils sont plus susceptibles d'être confrontés à la violence sexuelle, à l'exploitation et à la traite des personnes. En outre, un rapport récent a révélé qu'ils souffrent généralement de dépression, d'anxiété et de symptôme de stress post-traumatique (SSPT).[8]

LA LENTEUR DES PROCÉDURES DE DEMANDE D'ASILE ET DE REGROUPEMENT FAMILIAL PLONGENT LES ENFANTS DANS DE LONGUES PÉRIODES D'ATTENTE.

À leur arrivée en Europe, les enfants sont confrontés à une culture d'incrédulité et de suspicion et sont souvent soumis à des tests invasifs et peu fiables pour déterminer leur âge.[9] À ce stade, les conseils et l'aide juridiques font souvent défaut. Leur développement est compromis et leurs besoins négligés.[10]

La lenteur des procédures de demande d'asile et de regroupement familial plongent les enfants dans de longues périodes d'attente, incertains de leur avenir et exclus du système scolaire pendant des périodes prolongées.

À la suite de l'étude de Paris, RRE a déployé une équipe de chercheurs dans la région de Calais pendant cinq jours en avril 2017. L'objectif était de documenter la situation rencontrée par des centaines d'enfants et de jeunes adultes. Cette dernière étude est basée sur un sondage auprès de 53% des 400 réfugiés et personnes déplacées que les associations locales estiment résider dans la région de Calais (à l'exclusion du camp de Dunkerque). Parmi les personnes interrogées, il y avait 86 enfants, soit environ 43% des mineurs déplacés que l'on pense être dans la région. Cela fait de cette enquête la plus grande étude indépendante menée à Calais depuis la démolition de la « jungle » il y a six mois.

8. UNICEF (2016) 'Danger Every Step of the Way', https://www.unicef.org/emergencies/childrenonthemove/files/Child_Alert_Final_PDF.pdf

9. Commission pour l'Union européenne de la Chambre des Lords (2016) 'Children in Crisis: Unaccompanied migrant children in the EU', https://www.publications.parliament.uk/pa/ld201617/ldselect/ldeucom/34/34.pdf

10. Human Rights Watch, https://www.hrw.org/topic/childrens-rights/refugees-and-migrants

MÉTHODOLOGIE ET LIMITES

Notre collecte de données sur le terrain a pour objectif de fournir aux décideurs, aux groupes de plaidoyer et au grand public un aperçu des conditions auxquelles sont confrontés les réfugiés et les personnes déplacées en Europe.

HUIT CHERCHEURS DE RRE ONT MENÉ 213 ENTRETIENS EN ANGLAIS, AMHARIQUE, ARABE, DARI, KURDE, PACHTO ET TIGRIGNA.

Contrairement à l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et à l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) qui sont responsables de la collecte de données démographiques dans de nombreux camps gérés par les États en Europe, nos données et nos recherches sont collectées de manière indépendante dans le but d'enrichir le débat public et de contribuer à une résolution à long terme de la crise humanitaire actuelle.

Les données présentées dans ce rapport ont été recueillies à Calais et aux alentours entre le 5 et le 9 avril 2017. Au cours de cette période, huit chercheurs de RRE ont mené 213 entretiens en anglais, amharique, arabe, dari, kurde, pachto et tigrigna. Les entretiens étaient semi-directifs et visaient à saisir principalement l'expérience des personnes de moins de 18 ans. Au total, 92,5% des répondants étaient des hommes et 7,5% des femmes.

Chaque membre de l'équipe de recherche dispose d'une expérience de terrain, ayant précédemment travaillé avec des réfugiés et des personnes déplacées ou des groupes similaires. Les chercheurs ont été recrutés dans le réseau de RRE et comprennent des locuteurs natifs de toutes les langues clés. L'étude a été guidée par des contrôles éthiques forts, et informée par des politiques de protection des données et de protection de l'enfance. Elle a également adopté un registre des risques robuste pour assurer la sécurité et la dignité des tous la participants. Les chercheurs ont assisté à une séance de formation obligatoire pour souligner l'importance d'un strict respect de toutes les politiques de RRE et pour discuter des politiques de suivi, de la protection de l'enfance et des questions relatives au consentement total et éclairé.

En général, RRE suit une méthodologie de sélection aléatoire qui repose sur une méthode de stratification et une surveillance rigoureuse de la répartition des groupes démographiques au sein de l'échantillon, afin de s'assurer de la représentativité des données. Nous avions prévu d'utiliser cette méthode de sélection aléatoire à Calais, mais les conditions et les contraintes extérieures ont nécessité une approche plus flexible.

Nous avons interrogé le plus grand nombre possible de personnes, et comparé chaque soir notre échantillon contre les estimations de nos associations partenaires opérant sur le terrain. En outre, nous avons élargi la portée de notre étude en visitant un refuge, deux centres d'accueil de jour dans la région et un camp informel. Ces sites hébergent des personnes qui se déplacent dans la région de Calais et, à notre connaissance, ce même groupe de population se déplace constamment entre les sites où nous avons effectué notre recherche. Cela nous a conduits à opter pour un échantillonnage dit "boule de neige". En conséquence, il n'a pas toujours été possible d'empêcher les biais dans la sélection, ni d'orienter l'échantillon et la stratification comme nous l'aurions voulu.

L'ÉTUDE A ÉTÉ GUIDÉE PAR DES CONTRÔLES ÉTHIQUES FORTS, ET INFORMÉE PAR DES POLITIQUES DE PROTECTION DES DONNÉES ET DE PROTECTION DE L'ENFANCE. ELLE A ADOPTE UN REGISTRE DES RISQUES ROBUSTE POUR ASSURER LA SÉCURITÉ ET LA DIGNITÉ DES TOUS LA PARTICIPANTS.

La taille exacte de la population en déplacement dans la région n'est pas connue, car elle est en constante évolution et il n'y a pas de système d'enregistrement officiel. Cela signifie qu'il n'est pas possible de déterminer exactement l'ampleur de l'échantillon que nous avons obtenu et sa représentativité des groupes démographiques dans la région. Cependant, après avoir consulté des associations locales, nous estimons avoir interrogé environ 53% des personnes déplacées dans la région, sans compter les 1 500 résidents afghans et kurdes du camp de Dunkerque (qui a brûlé quelques jours après notre enquête). Nous pensons que les pays et les groupes d'âge dans notre étude sont plutôt représentatifs de la population en déplacement dans la région.

*Refugee Rights Europe fait entendre la voix des personnes déplacées en Europe, en rapportant ce que les répondants nous ont dit. Nous n'avons pas été en mesure de vérifier les réclamations auprès de sources officielles. Tout au long du rapport, des termes tels que "30% ont été victimes de violences policières" signifient que 30% des personnes interrogées ont déclaré avoir été victimes de violences policières, mais de telles affirmations n'ont pas pu être vérifiées.



1E PARTIE

LA SITUATION GÉNÉRALE DES PERSONNES DÉPLACÉES À CALAIS

Six mois après la démolition du camp de Calais en octobre 2016, un grand nombre de personnes sont toujours déplacées dans le nord de la France, sans accès à une aide étatique. Bien qu'il n'y ait pas de chiffres officiels, les associations locales estiment qu'il y aurait environ 400 personnes déplacées dans la région de Calais.

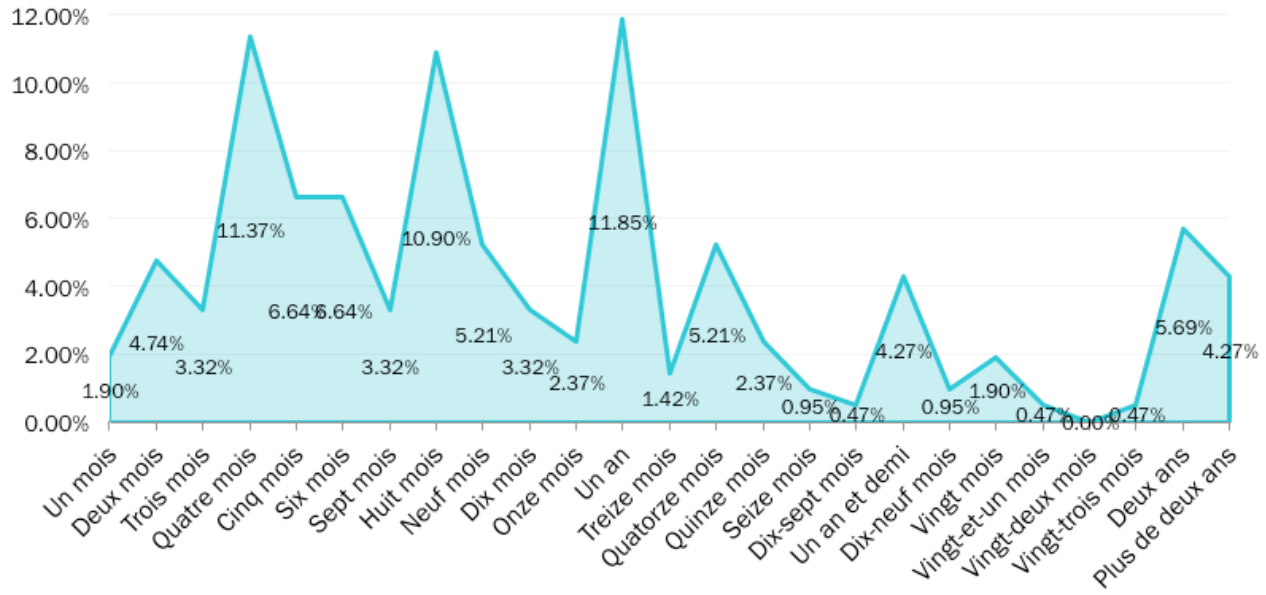
Notre étude a recueilli des données auprès de 213 répondants, soit 53% des personnes que l'on estime déplacées dans la région. Les répondants ont été identifiés dans les rues de Calais, un refuge de la ville, deux centres d'accueil de jour et un camp informel. Les réponses varient quelque peu entre ceux qui dorment dans les rues et ceux qui ont accès à un refuge dans le camp ou en ville, mais dans l'ensemble les expériences des personnes déplacées interrogées sont relativement similaires. Cela s'explique notamment par le fait que les répondants semblent bouger d'un lieu de recherche à l'autre.

Les résultats présentés dans cette première section concernent les 213 répondants - adultes et mineurs confondus. 92,5% d'entre eux sont des hommes et 7,5% des femmes. Les répondants viennent d'Érythrée (39,4%), du Soudan (29,6%), de l'Éthiopie (19,7%), de l'Afghanistan (4,2%) et du Pakistan (3,3%), ainsi que d'Egypte, d'Irak, d'Iran et de Palestine.



RAISONS DE RESTER DANS LA RÉGION

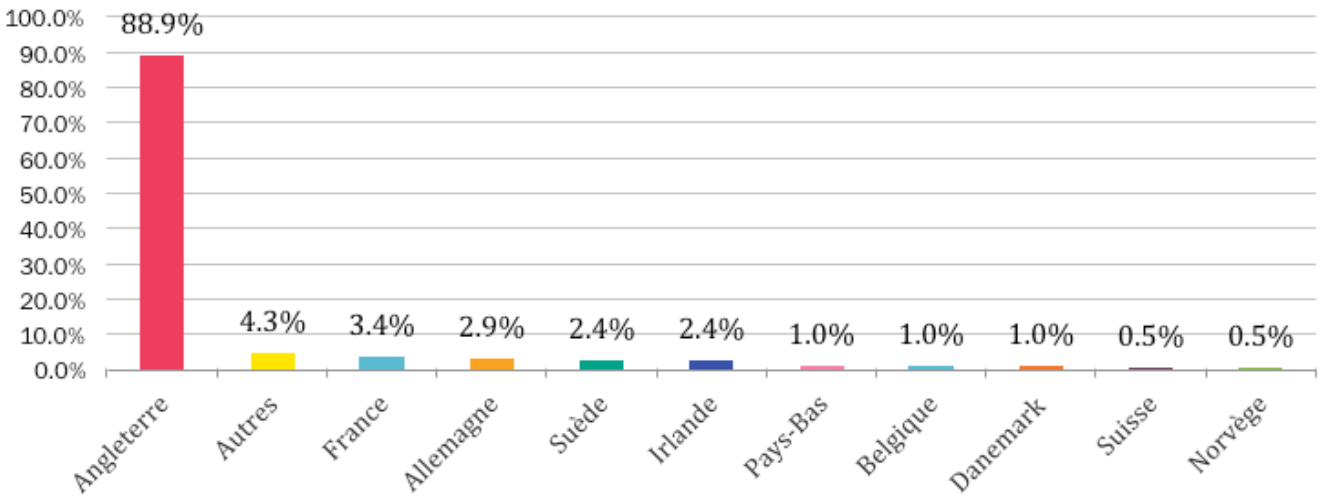
DEPUIS COMBIEN DE TEMPS ÊTES-VOUS EN EUROPE?
TOUS LES RÉPONDANTS



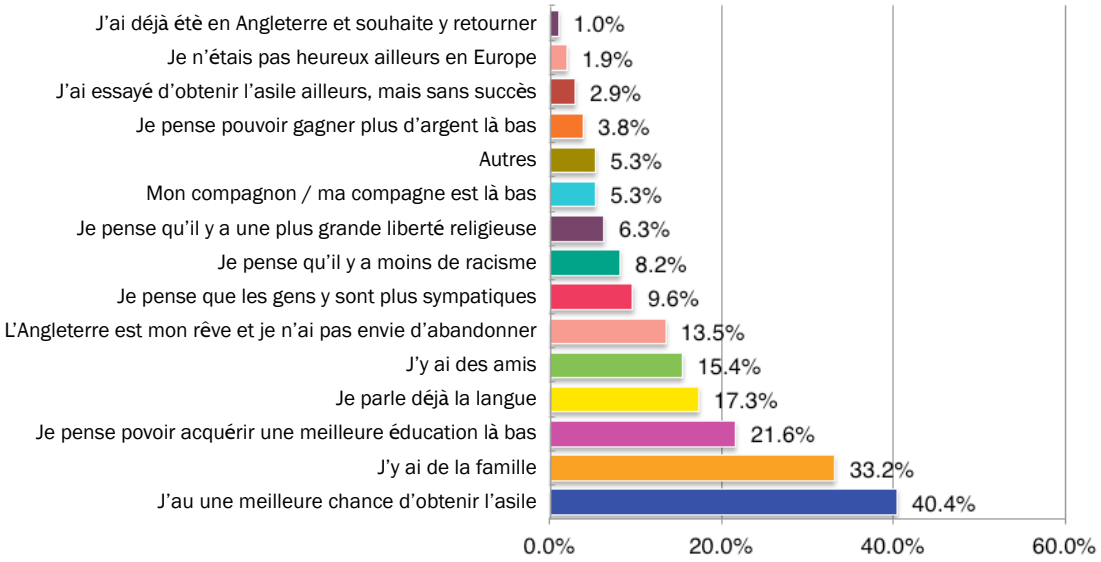
79% des répondants ont passé entre six mois et deux ans en Europe. 62,9% des répondants ont vécu dans le camp de Calais avant sa démolition tandis que 37,5% ont vécu à Paris. Seuls 1,9% sont en France avec un membre de la famille.

La grande majorité des répondants (88,9%) sont dans la région de Calais parce qu'ils souhaitent se rendre au Royaume-Uni. Un certain nombre de facteurs influencent le choix du pays dans lequel les personnes interrogées espèrent trouver refuge et protection: la possibilité d'obtenir l'asile (40,4%), le désir de rejoindre un ou plusieurs membres de leurs familles (33,2%) et les opportunités d'études (21,6%). Le graphique en page 7 illustre les différentes raisons évoquées par les personnes interrogées.

QUEL PAYS CONVIENDRAIT LE MIEUX À VOTRE SITUATION?
TOUS LES RÉPONDANTS



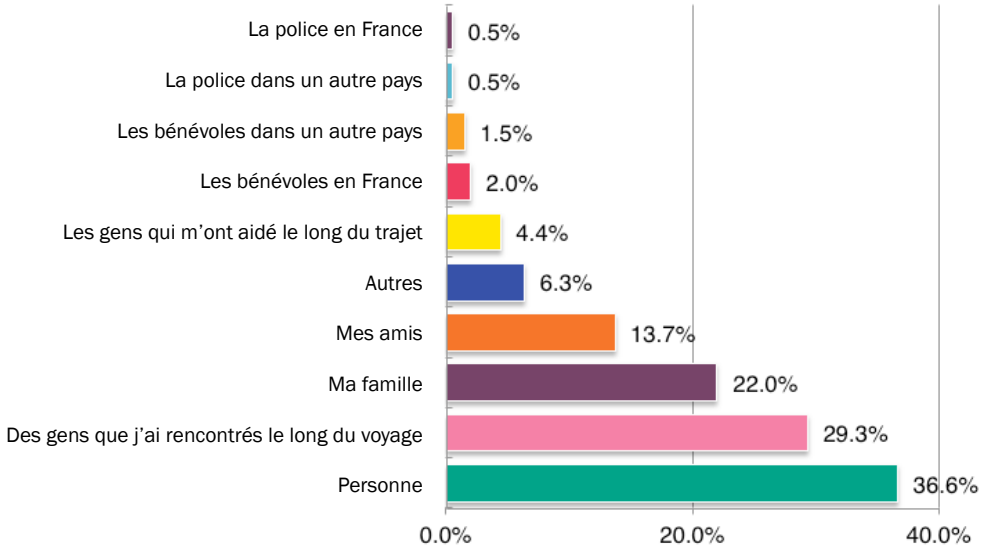
POURQUOI PENSEZ-VOUS QUE CE PAYS VOUS CONVIENDRAIT LE MIEUX?
TOUS LES RÉPONDANTS



Seulement 3,8% des répondants ont déclaré vouloir rester en France, alors que 8,1% sont dans le doute. Au total, 88% ne veulent pas rester en France, y compris une érythréenne de 23 ans qui a répondu qu'elle « n'aurait jamais, jamais », l'intention d'y rester. Le graphique en page 8 illustre les principales raisons évoquées par les personnes interrogées.

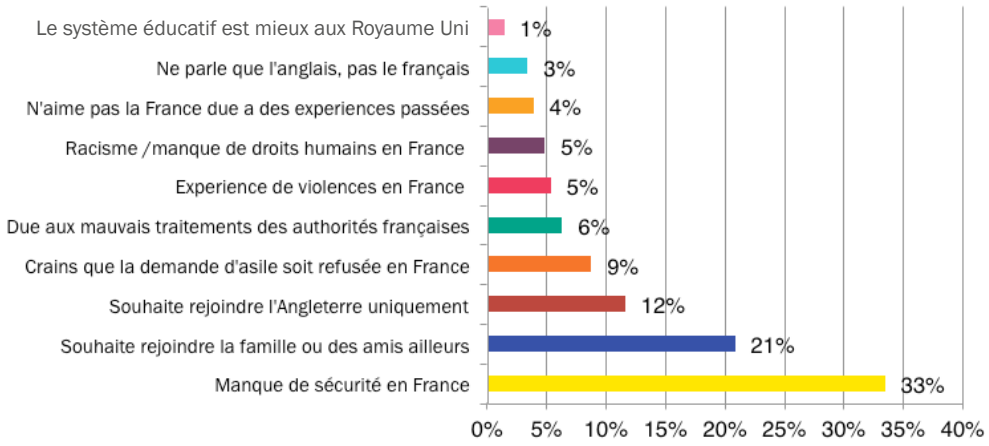
Seulement 1,9% des répondants ont déclaré pouvoir retourner dans leur pays d'origine. 3,9% ne savent pas s'ils pourraient le faire et 94,2% ont déclaré ne pas pouvoir y retourner- en grande partie par crainte de persécution, de guerre ou d'autres problèmes qui mettraient leur vie en danger.

QUI VOUS A DIT QUE CE PAYS VOUS CONVIENDRAIT LE MIEUX?
TOUS LES RÉPONDANTS



POURQUOI NE VOULEZ-VOUS PAS FAIRE VOTRE DEMANDE D'ASILE EN FRANCE?

TOUS LES RÉPONDANTS



**Les répondants ont été invités à expliquer pourquoi ils ne souhaitaient pas demander l'asile en France. Leurs réponses ont été enregistrées, classées par l'équipe d'analyse statistique de RRE et sont illustrées dans ce graphique.*

Seulement 11,7% ont déclaré avoir accès à des informations sur leurs droits et les possibilités de changer leur situation. Un pourcentage similaire (11,8%) a déclaré avoir accès à des informations sur les lois européennes en matière d'immigration.

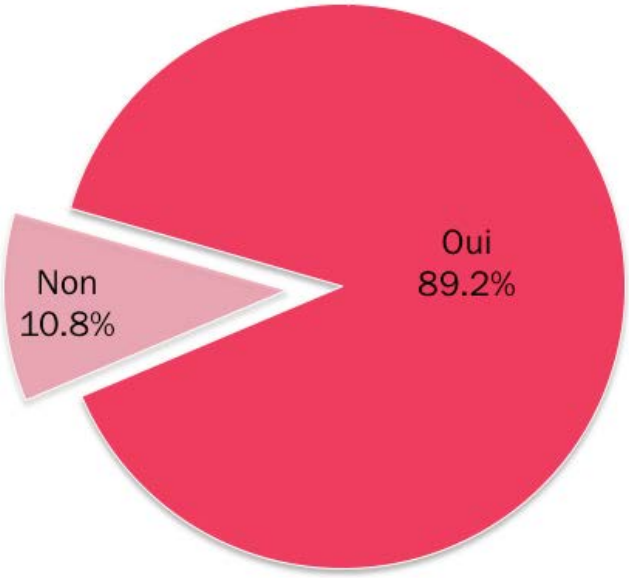


POLICE VIOLENCE

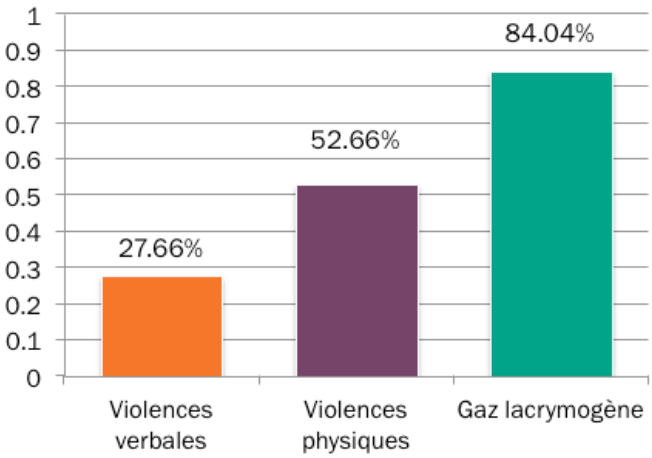
La violence policière semble être endémique dans la région de Calais. Au cours de son enquête, RRE a été témoin de nombreux cas où les autorités avaient adopté une approche brutale envers les personnes déplacées.

Au total, 89,2% des répondants ont déclaré avoir été victimes de violences policières depuis leur arrivée dans la région de Calais. Parmi eux, 84% ont été exposés à des gaz lacrymogènes, 52,7% à d'autres formes de violence physique et 27,7% à des violences verbales.

AVEZ-VOUS SUBI DES VIOLENCES POLICIÉRES?
TOUS LES RÉPONDANTS



QUELLE(S) TYPE(S) DE VIOLENCES POLICIÉRES?
TOUS LES RÉPONDANTS





<< ILS M'ONT FRAPPÉE AVEC UNE MATRAQUE ET ONT PRIS MON TÉLÉPHONE. >>

Femme, 28 ans, Éthiopie

Les répondants en provenance d'Érythrée (93%), d'Éthiopie (83%) et du Soudan (92%) ont plus fréquemment reporté des violences policières que les répondants en provenance de l'Afghanistan (78%) et du Pakistan (75%). Cette divergence peut notamment s'expliquer par le fait que les groupes érythréens, éthiopiens et soudanais jouissent d'une plus grande présence et visibilité dans la région de Calais, tandis que les Afghans et les Pakistanais ont tendance à se cacher ou se rendre au camp de Dunkerque (ce camp a depuis disparu).

A propos du comportement de la police en France, très peu de répondants l'ont décrit comme étant « très bon » (1,9%) ou « bon » (1,9%). 14,8% l'ont décrit comment étant « OK » tandis qu'une vaste majorité l'a qualifié de « mauvais » (41,4%) ou « très mauvais » (40%). Une personne a même demandé: « Y a-t-il une option qui soit pire que très mauvaise ? Je choisis cette option. »



<< JE DORMAIS LORSQU'ILS SONT VENUS ME FRAPPER AVEC UNE MATRAQUE. J'AI DEPUIS DES BLESSURES À MON GENOU QUI RENDENT LE SIMPLE FAIT DE MARCHER DOULOUREUX. >>

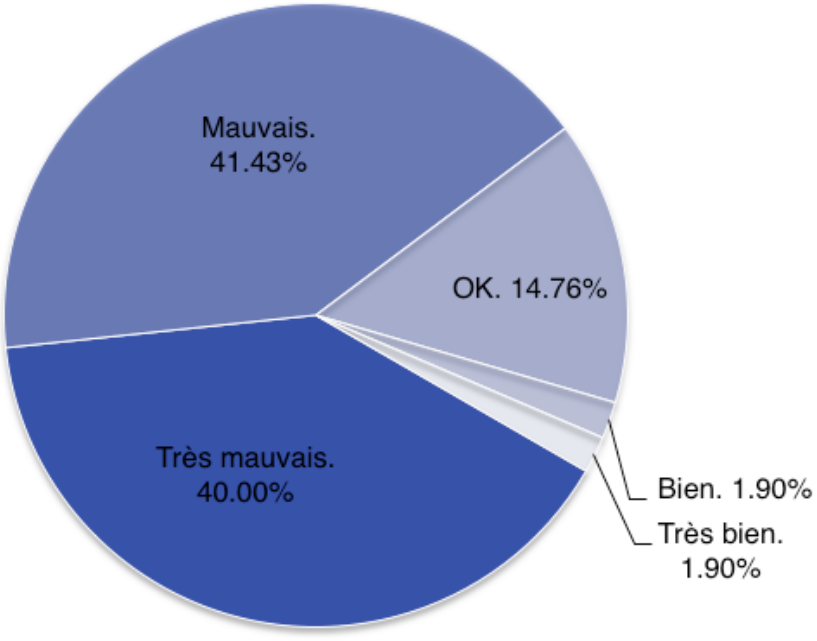
Homme, 21 ans, Érythrée

Un homme a confié que son épaule avait été disloquée par la police, tandis qu'un autre a expliqué que ses doigts avaient été disloqués par la police lors d'un incident. Un homme palestinien de 22 ans a raconté avoir enduré des coups de la police. Ses yeux avaient également été aspergés de gaz lacrymogène, ses lunettes avaient été brisées, et il avait subi une blessure à l'œil suite à des altercations avec la police française.

Les femmes sont confrontées aux mêmes formes de violence policière. Une érythréenne de 27 ans a expliqué qu'elle avait reçu des coups après avoir tenté de monter à bord d'un autobus. Une femme éthiopienne de 22 ans a également subi des violences policières alors qu'elle essayait de se rendre au Royaume-Uni: « Ils m'ont poussée par terre et m'ont frappée ».

Un grand nombre de répondants ont indiqué que la police avait confisqué leurs téléphones portables. Dans certains cas, la police les avait jetés par terre et les avait piétinés.

COMMENT DÉCRIRIEZ-VOUS LE COMPORTEMENT DE LA POLICE EN FRANCE?
TOUS LES RÉPONDANTS



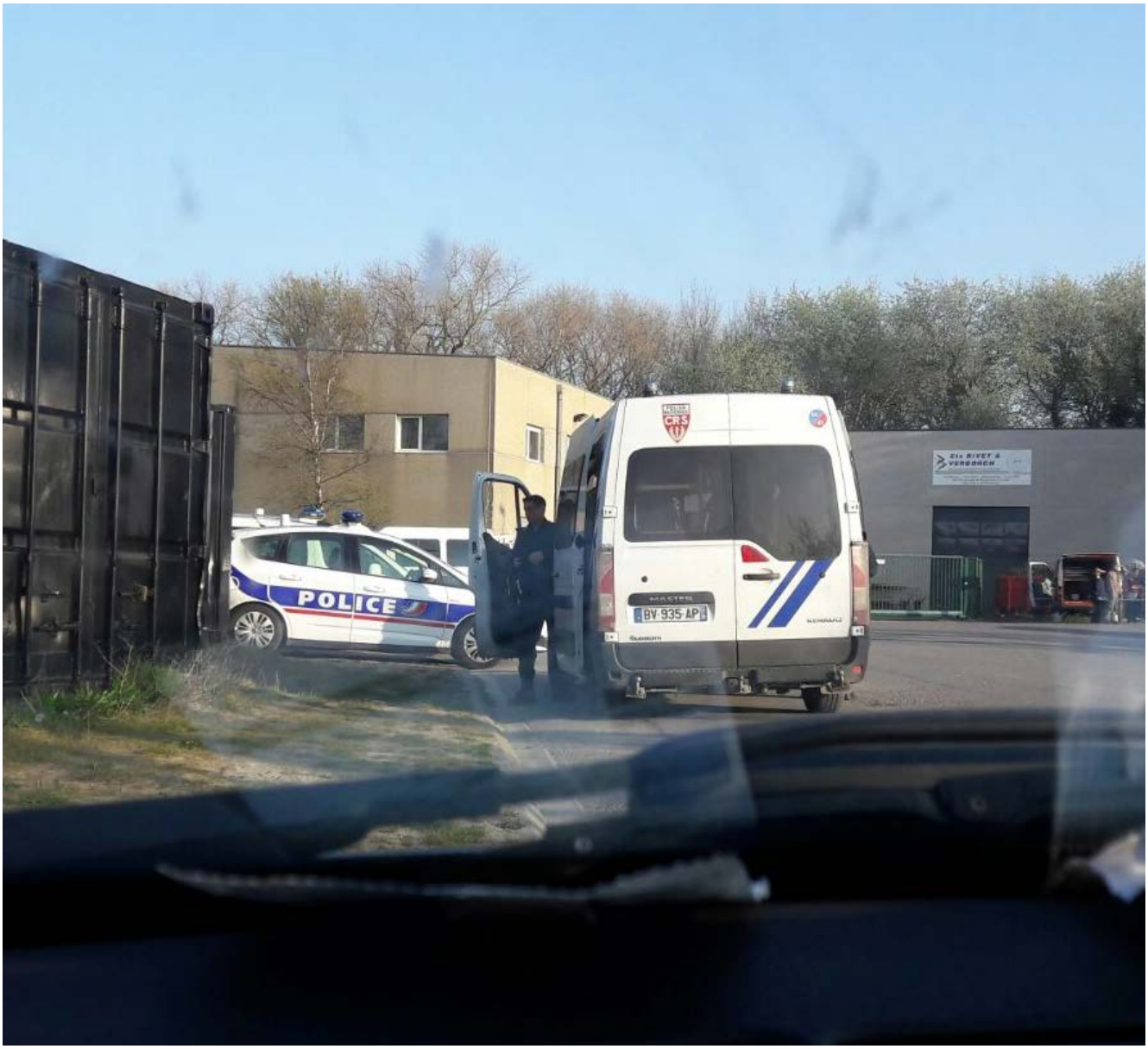
DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS

Une femme de 24 ans aurait été détenue par la police alors qu'elle était assise dans l'herbe et mangeait de la nourriture fournie par des associations locales opérant à Calais. Elle était en détention depuis dix jours au moment de l'étude et son amie (mineure et non accompagnée) vivait désormais seule dans les rues de Calais.

Un soudanais a expliqué qu'il s'était vu refusé de l'eau et le droit d'aller aux toilettes pendant une détention de sept heures, malgré des problèmes d'estomac. Finalement, il a été forcé de faire ses besoins dans sa cellule de prison, une situation qu'il a trouvée humiliante.

Plusieurs personnes interrogées ont parlé d'un traitement similaire dans les centres de détention. Un jeune afghan a notamment déclaré qu'il avait été détenu pendant 45 jours avant d'être soudainement libéré. Il a expliqué: « J'avais une bonne opinion de la police française jusqu'à ce que je me retrouve dans le centre de détention. Désormais, je pense que les policiers sont très racistes ».

UN HOMME SOUDANAIS S'EST VU REFUSER LE DROIT D'ALLER AUX TOILETTES PENDANT SEPT HEURES ALORS QU'IL ÉTAIT EN DÉTENTION. IL A ÉTÉ FORCÉ DE FAIRE SES BESOINS DANS SA CELLULE DE PRISON.

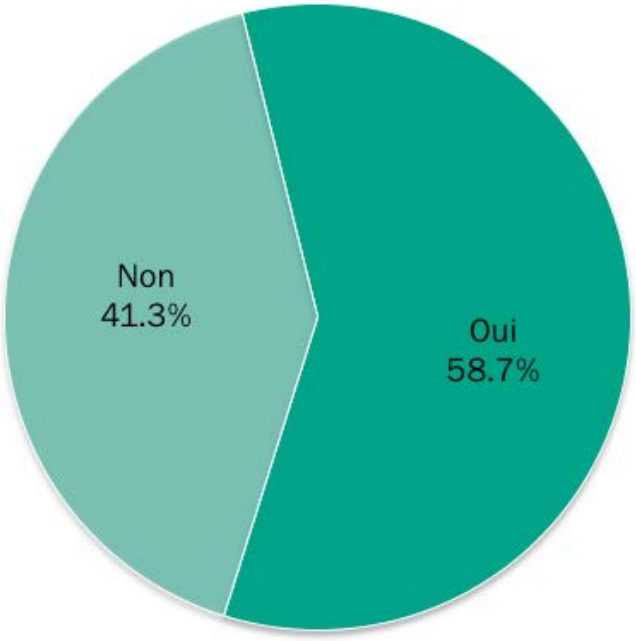


VIOLENCE DE LA PART DES CITOYENS FRANÇAIS

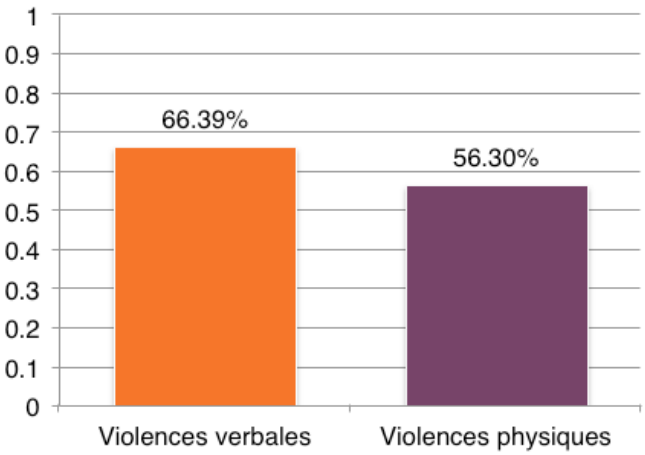
Au total, 58,7% des répondants ont été victimes de violence de la part des citoyens français, un chiffre en hausse par rapport à février 2016. A l'époque, 49,2% des résidents du camp de Calais interrogés par RRE avaient reporté de telles violences.

66,4% des répondants ont décrit des violences verbales, et 56,3% d'entre eux ont subi des violences physiques.

AVEZ-VOUS SUBI DES VIOLENCE DE LA PART DES CITOYENS FRANÇAIS?
TOUS LES RÉPONDANTS



QUELLE(S) FORME(S) DE VIOLENCE DE LA PART DES CITOYENS FRANÇAIS?
TOUS LES RÉPONDANTS



<< ILS NOUS LANCENT DES INSULTES RACISTES À CHAQUE FOIS QU'ILS PASSENT EN VOITURE. UNE FOIS, ILS M'ONT ENVOYÉ DES SUBSTANCES EXPLOSIVES. UNE AUTRE FOIS, CE SONT DES ORDURES QU'ILS M'ONT ENVOYÉ – C'ÉTAIT VRAIMENT HORRIBLE ET JE ME SUIS DEMANDÉ SI J'ÉTAIS EN EUROPE OU AILLEURS. JE N'AI JAMAIS CONNU CE GENRE DE TRAITEMENT QUAND JE VIVAIS EN LIBYE, UN PAYS QUI NE CONNAIT NI LOI NI ORDRE. JE NE M'ATTENDAIS PAS À CELA ICI. >>

Homme, 21 ans, Érythrée

Un certain nombre de personnes ont reporté que des membres de groupes d'extrême-droite (souvent appelés « les fascistes » par ces mêmes répondants) se déplaçaient dans la région de Calais et en profitaient pour attaquer les personnes non accompagnées. Un homme afghan a expliqué : « Il est dangereux d'être seul, parce que les fascistes vous passent à tabac ».

Un autre a raconté : « Mon ami s'est fait fauché par une voiture noire qui jouait de la musique à fond et l'a surpris par derrière. Son épaule a été cassée par le choc, mais le conducteur s'est échappé et personne n'a mentionné quoi que ce soit. » Certains habitants sont réputés pour suivre les réfugiés partout, armés de caméras vidéo et de lampes de poche.

Les soudanais en particulier sont les plus affectés par les violences de la part des citoyens français. 81% d'entre eux ont reporté de telles violences, comparé à 58,7% des répondants en provenance d'autres pays.

84,5% des répondants ont confié se sentir « peu » ou « pas du tout » en sécurité en France.

CONDITIONS DE SANTÉ

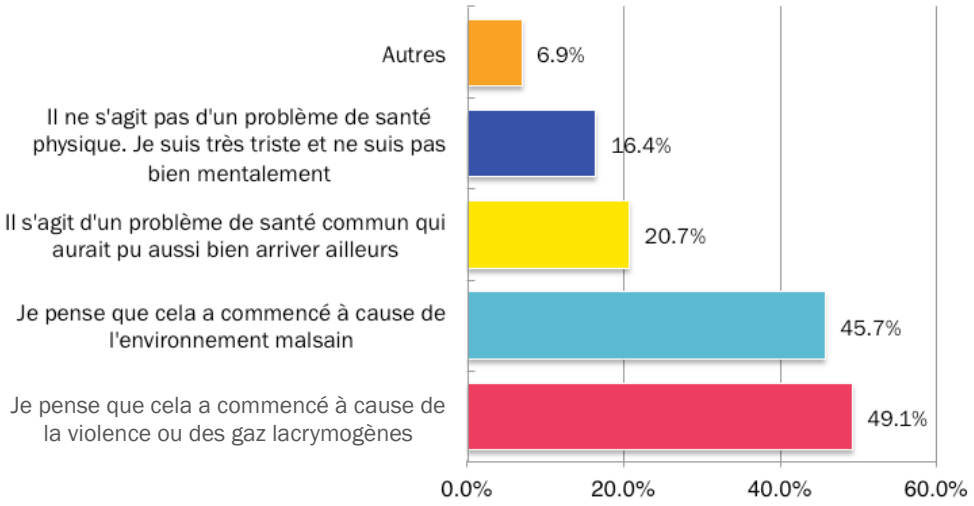
Au total, 55,5% des répondants ont eu des problèmes de santé depuis leur arrivée dans la région de Calais.

UN SOUDANAIS DE 23 ANS A PERDU LA VUE DE SON ŒIL GAUCHE APRÉS AVOIR ÉTÉ ATTAQUÉ AVEC DES BOUTEILLES DE VERRE PAR UN GROUPE DE CITOYENS.

Au moment de l'enquête, seulement la moitié d'entre eux avaient reçu une aide médicale. 49,1% pensent que leurs problèmes de santé ont commencé suite aux violences ou aux gaz lacrymogènes endurés en France. Par exemple, un soudanais âgé de 23 ans s'est retrouvé avec un éclat de verre dans l'œil après avoir été attaqué par un groupe de français armés de bouteilles. Les bénévoles qui l'ont aidé ont expliqué qu'il avait été obligé d'attendre cinq semaines avant que les services médicaux français ne le traitent. Une fois pris en charge, les dommages étaient trop avancés pour être soignés, ce qui a entrainé une perte définitive de sa vision dans l'œil gauche.

En outre, 16,4% des répondants ont décrit des problèmes de santé mentale, comme la dépression et l'anxiété.

COMMENT DÉCRIRIEZ-VOUS VOS PROBLÉMES DE SANTÉ?
TOUS LES RÉPONDANTS







2E PARTIE

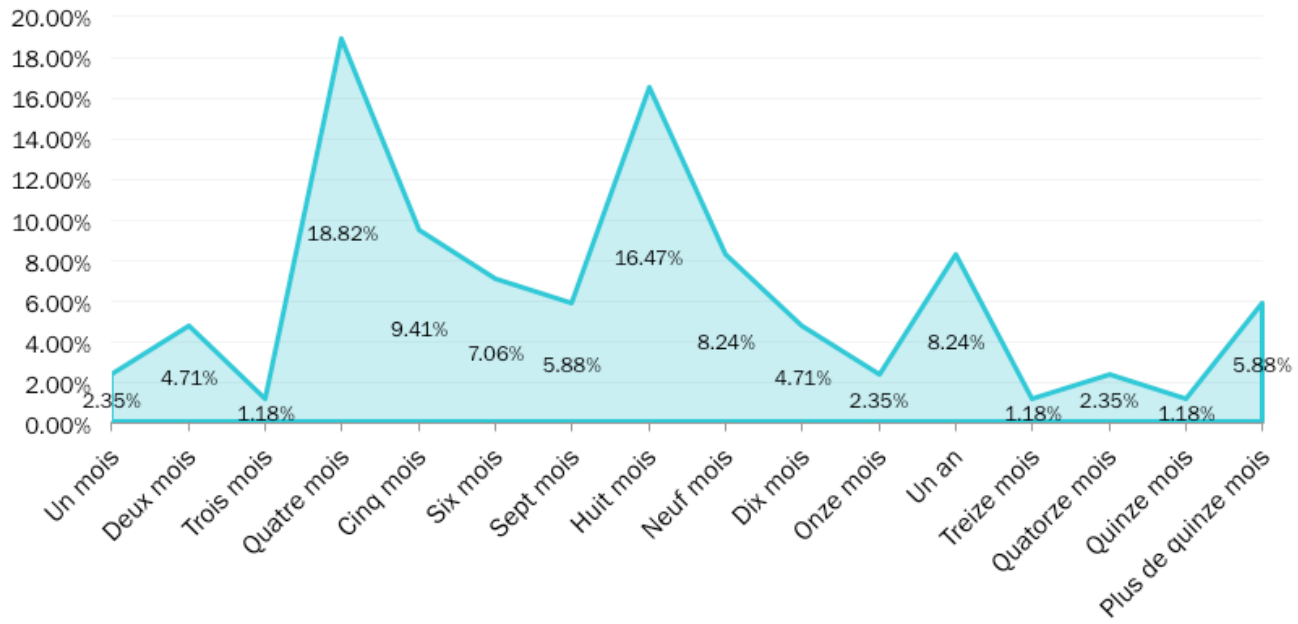
ACCENT SUR LES ENFANTS DANS LA RÉGION

La situation dans la région de Calais est particulièrement dangereuse pour les enfants. En l'absence de chiffres officiels, les associations locales estiment qu'il y avait environ 200 mineurs dans la région au moment de notre enquête. RRE a interrogé 86 d'entre eux, soit 43% du total estimé.

La majorité des enfants observés dans la région de Calais sont des garçons, d'où la composition de notre échantillon de recherche (97,7% de garçons et 2,3% de filles). Parmi les enfants que nous avons interrogés, seuls 1,9% étaient avec un membre de leur famille, ce qui signifie que 98,8% des enfants étaient non accompagnés. 30,6% des enfants ont déclaré être avec des « amis », eux-mêmes souvent des enfants seuls ou de jeunes adultes rencontrés durant le processus de déplacement.

DURÉE DU DÉPLACEMENT

DEPUIS COMBIEN DE TEMPS ÊTES-VOUS EN EUROPE?
SEULEMENT LES MINEURS



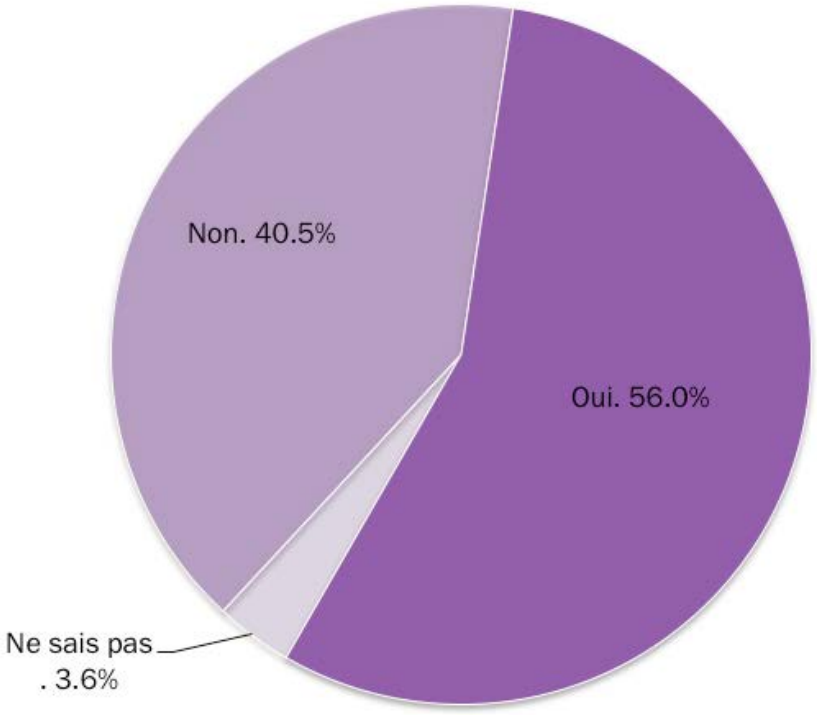
Au moment de l'enquête, les enfants que nous avons interrogés avaient passé 7,85 mois en Europe. 19% d'entre eux étaient en Europe depuis un an ou plus, et se trouvaient coincés dans l'incertitude et la pauvreté. Quant à la France, les enfants interrogés s'y trouvaient en moyenne depuis 6,02 mois. Seuls 7% y étaient depuis un an ou plus.

Plus de la moitié des enfants interrogés (56%) ont vécu dans le camp de Calais (la "jungle"). Quand le camp a été démoli, beaucoup d'enfants ont été envoyés dans des centres d'accueil gérés par l'État français, tandis que d'autres sont restés dans la région et ont plongé dans la misère. Cela démontre que la démolition du camp en octobre dernier a manqué de fournir aux enfants une véritable protection et des alternatives viables pour améliorer leur situation.

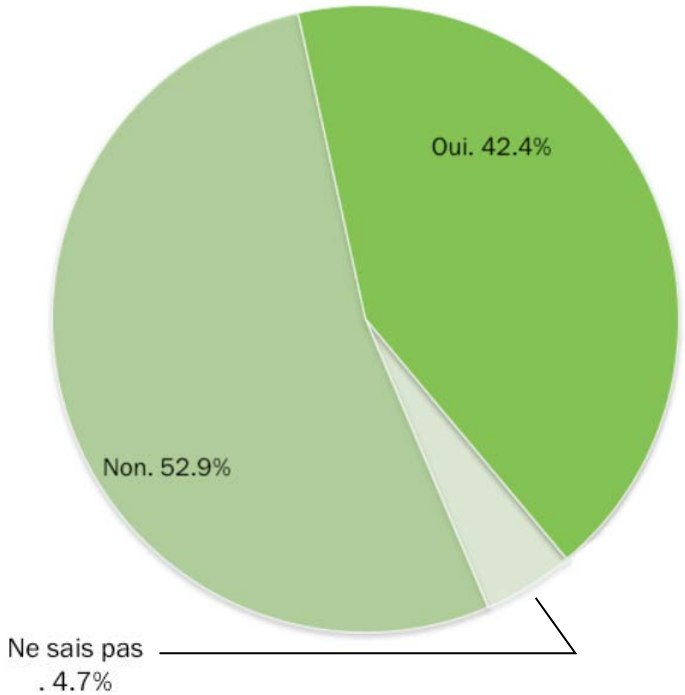
Près de la moitié des enfants interrogés (42%) ont vécu à Paris. Ce constat est alarmant. Selon notre enquête de janvier 2017, une vaste proportion des personnes déplacées vivant dans les rues de Paris ont subi des gaz lacrymogènes, tandis qu'un tiers a subi d'autres formes de violences policières. 9,1% ont été victimes de violences de la part des citoyens, et 53,2% souffrent de problèmes de santé.

Près d'un tiers des enfants interrogés (28,2%) ont séjourné dans des centres d'accueil et d'orientation pour mineurs isolés étrangers (CAOMI) gérés par l'État. Lors de la démolition du camp de Calais, ces enfants ont été envoyés par bus dans le reste de la France avec très peu d'informations ou conseils. Beaucoup ont cru qu'ils pourraient se rendre au Royaume-Uni par le biais de la réunification familiale ou grâce à l'amendement Dubs. Pour la plupart, cette situation ne s'est jamais concrétisée.

AVEZ-VOUS VÉCU DANS LA << JUNGLE >> DE CALAIS AVANT QUE LE CAMP NE SOIT DÉTRUIT?
SEULEMENT LES MINEURS



AVEZ-VOUS VÉCU À PARIS?
SEULEMENT LES MINEURS



11. *Refugee Rights Europe (2017) 'Life in the Streets' <www.refugeerights.org.uk/reports/>*

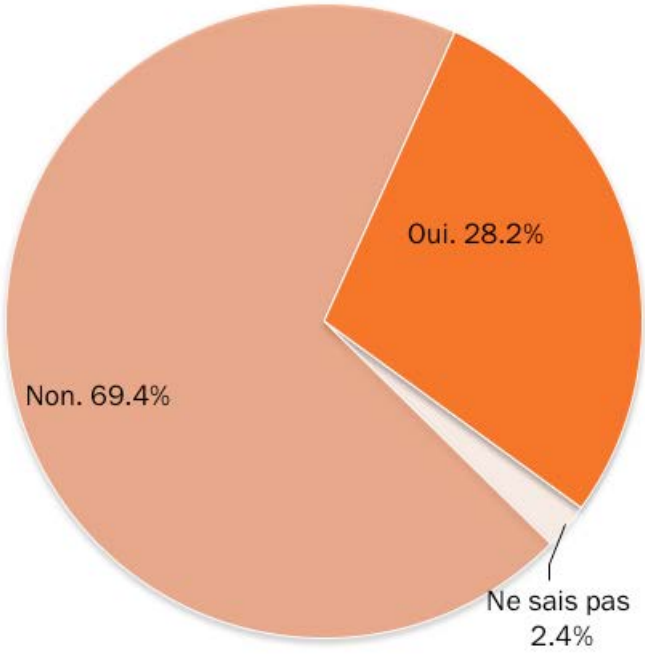
Une des questions portait sur les motifs de départ des centres d'hébergement. Plusieurs enfants ont décidé de quitter les centres d'accueil après que les autorités françaises leur aient annoncés qu'ils ne pourraient pas rejoindre le Royaume-Uni. Un petit nombre avait déjà vu leur demande rejetée par le ministère de l'intérieur britannique. Il est important de noter que beaucoup sont partis avec l'intention de trouver une solution eux-mêmes en raison de l'inaction des autorités françaises vis-à-vis du traitement de leurs demandes. Un jeune a expliqué : « Ils n'ont rien fait pour nous, ils ne nous ont rien dit. J'ai passé quatre mois [dans le centre d'accueil] et je n'avais aucun espoir. »

<< ILS N'ONT RIEN FAIT POUR MOI. ILS ONT DIT QU'ILS TRAITERAIENT NOTRE DEMANDE POUR SE RENDRE AU ROYAUME-UNI, MAIS ILS N'ONT RIEN FAIT ALORS JE SUIS PARTI. >>

Garçon, 16 ans, Érythrée

AVEZ-VOUS SÉJOURNÉ DANS UN CENTRE D'ACCUEIL FRANÇAIS?

SEULEMENT LES MINEURS







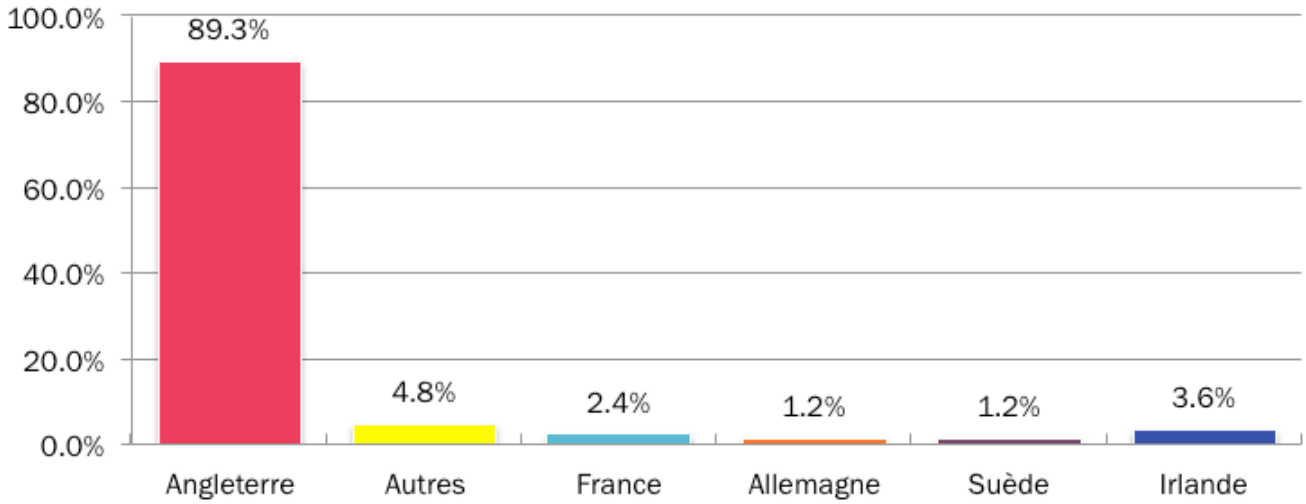
<< ILS NOUS AVAIENT PROMIS DE TRAITER NOTRE DEMANDE DE RÉUNIFICATION FAMILIALE, MAIS ILS N'ONT ACCEPTÉ QUE DIX PERSONNES SUR CINQUANTE ET NOUS ONT LAISSÉ. MA SEULE OPTION ÉTAIT DE PARTIR. >>

Garçon, 17 ans, Érythrée

RAISONS DE RESTER DANS LA RÉGION

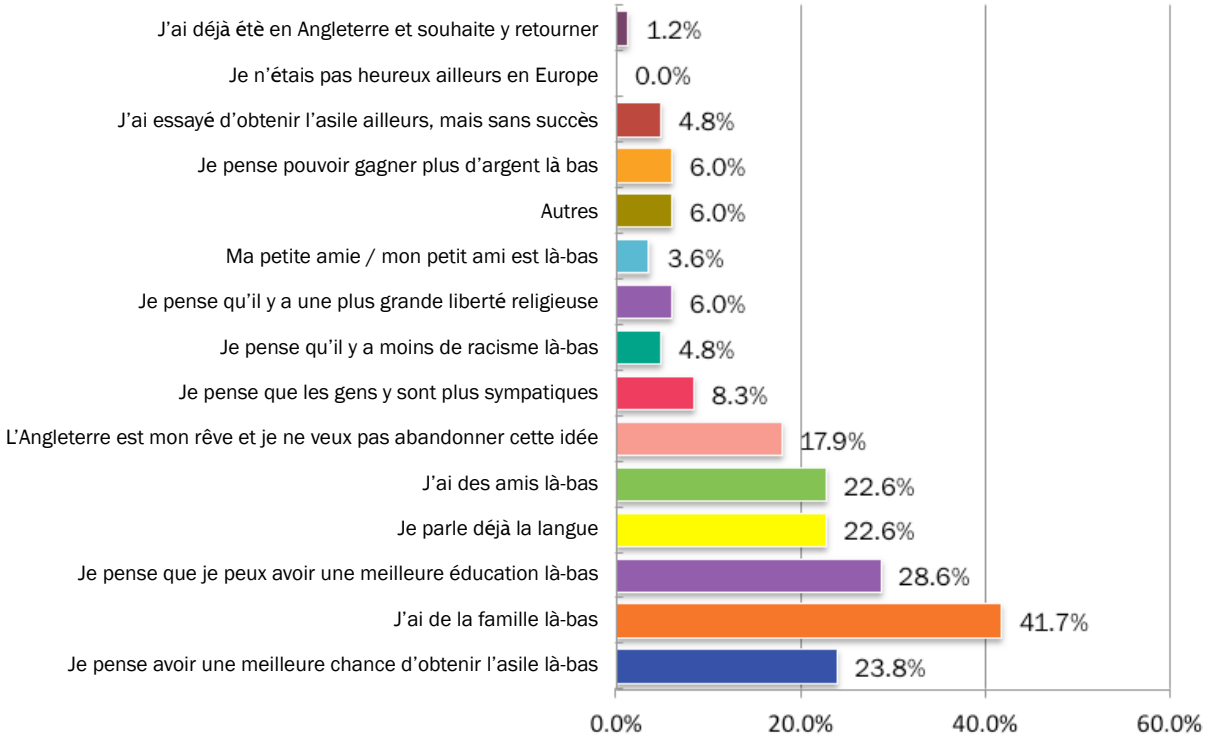
La plupart des enfants (89,3%) restent dans la région car ils souhaitent se rendre au Royaume-Uni.

QUEL PAYS CONVIENDRAIT LE MIEUX À VOTRE SITUATION ?
SEULEMENT LES MINEURS

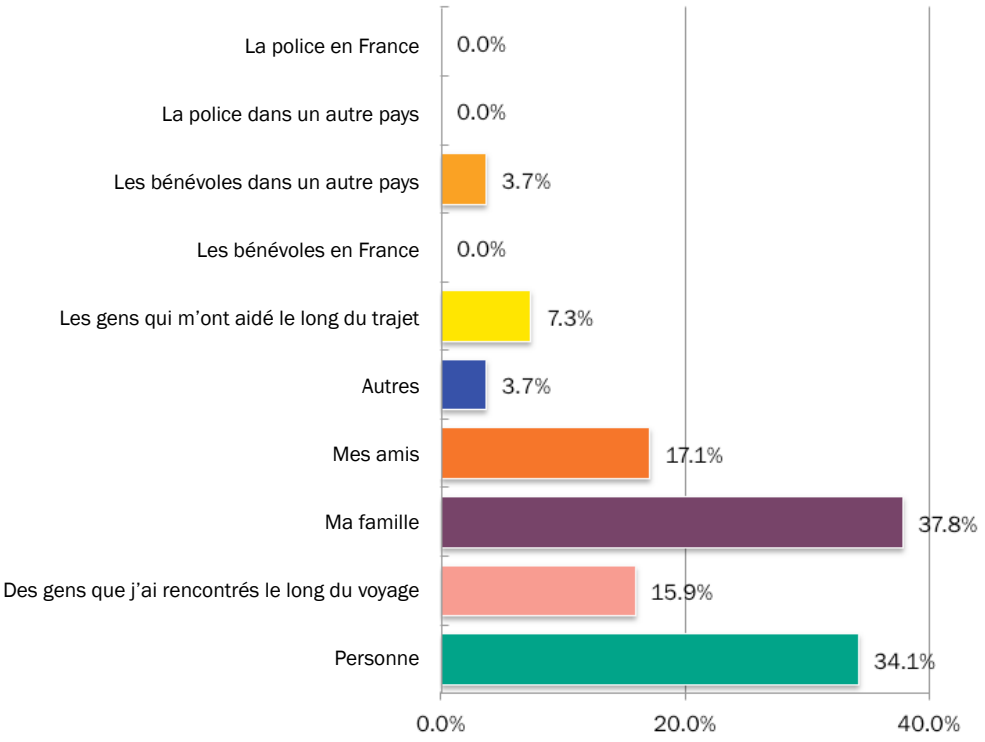




POURQUOI PENSEZ-VOUS QUE CE PAYS VOUS CONVIENDRAIT LE MIEUX?
SEULEMENT LES MINEURS



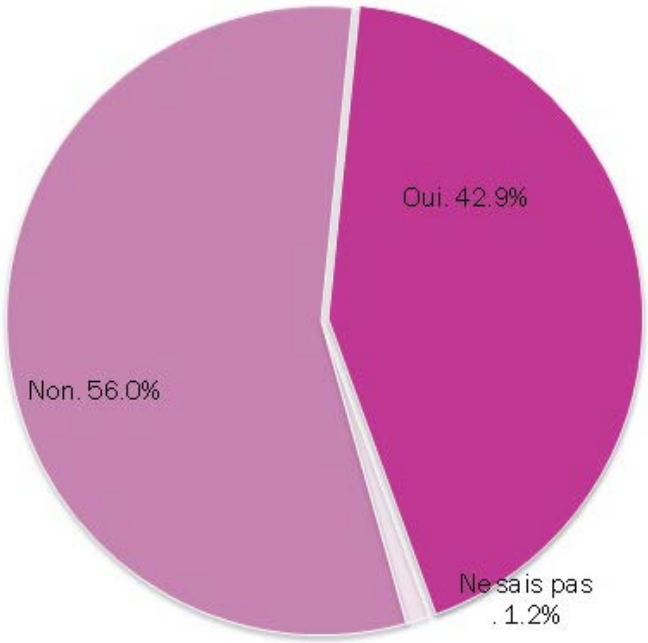
QUI VOUS A DIT QUE CE PAYS VOUS CONVIENDRAIT LE MIEUX ?
SEULEMENT LES MINEURS



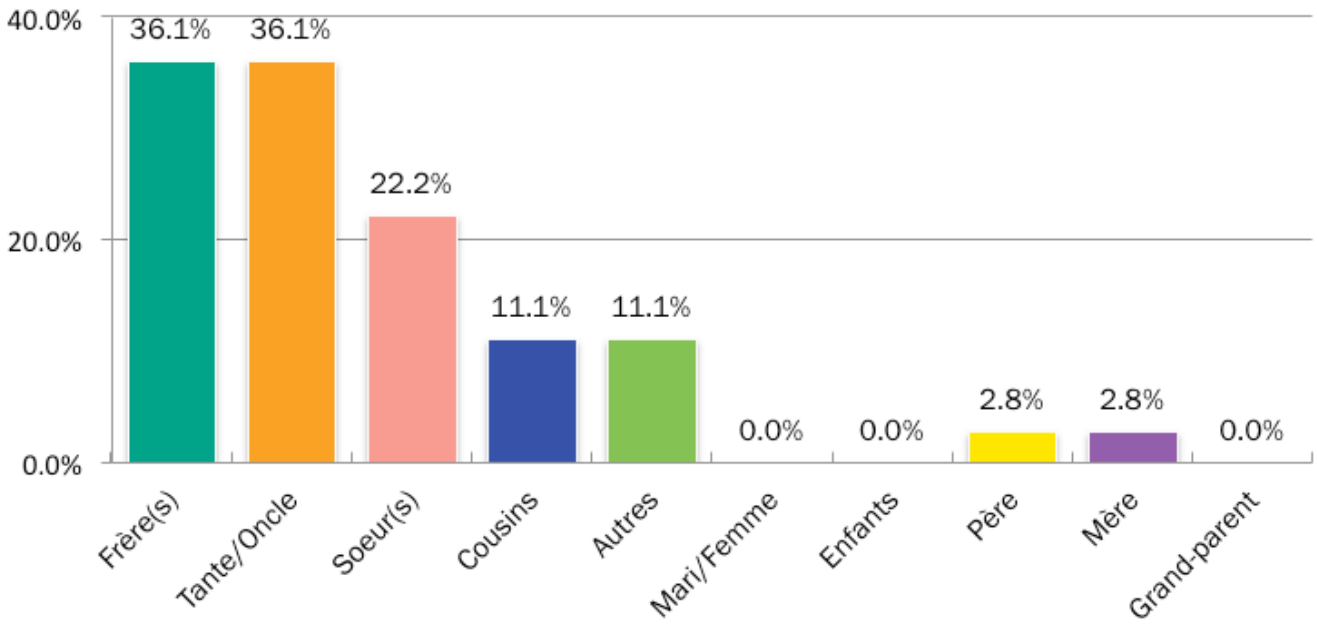
PRÉS DE LA MOITIÉ DES ENFANTS ONT DÉCLARÉ AVOIR DE LA FAMILLE EN EUROPE.

Au total, 42,9% des enfants ont affirmé avoir de la famille en Europe. Ces membres de famille comprennent des frères et sœurs, des tantes et des oncles, des cousins et des parents.

AVEZ-VOUS DE LA FAMILLE EN EUROPE?
SEULEMENT LES MINEURS



SI OUI, QUI SONT-ILS?
SEULEMENT LES MINEURS



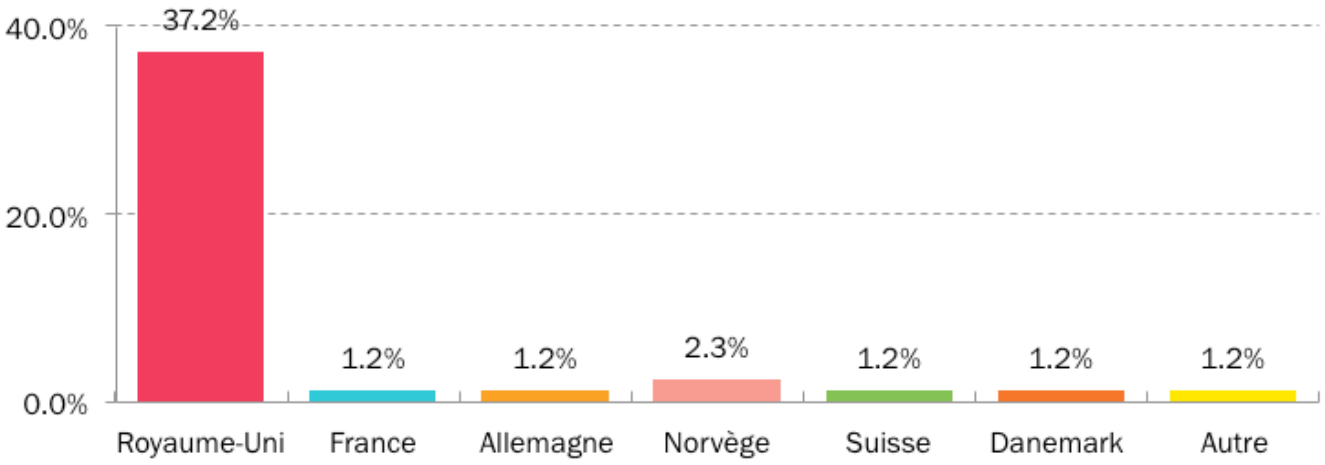
continuer, continuer, continuer,
ne pas s'arrêter
continuer, continuer, continuer,
ne pas trop penser,
continuer, continuer, continuer,
essayer de passer
continuer, continuer, continuer,
[redacted] je vais rester !
je vais continuer!

go on, go on, go on,
I will not stop.
go on, go on, go on
do not think too much
go on, go on, go on,
try to cross
go on, go on, go on,
I will stay !
I will go on!

BUENA

BO

OÙ SONT LES MEMBRES DE VOTRE FAMILLE ?
SEULEMENT LES MINEURS



Sur le sujet de la réunification familiale dans le cadre du règlement de Dublin, 77,8% ont dit ne pas avoir eu l'opportunité de postuler. 2,8% ont déjà postulé et ont vu leur demande rejetée, tandis que 19,4% ont postulé mais n'ont pas encore reçu de nouvelles de leur demande.

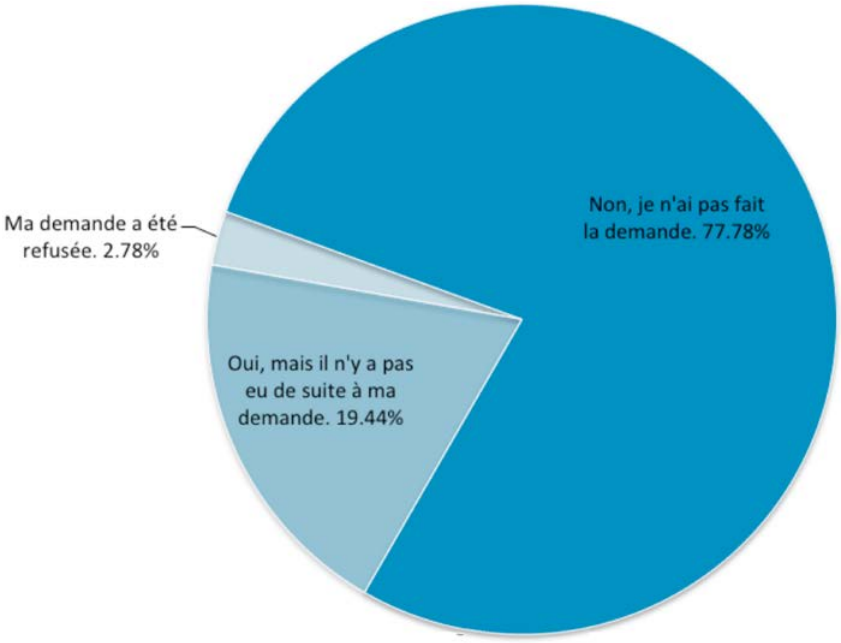
Seuls 3,6% des enfants ont exprimé le désir de rester en France, tandis que 8,3% sont indécis. Une vaste majorité (88,1%) ne souhaite pas rester en France. Le graphique en page 24 illustre les raisons exprimées par les répondants de cette dernière catégorie.

TRÉS PEU ONT DÉCLARÉ AVOIR ACCÉS Â DES INFORMATIONS SUR LES LOIS EUROPÉENNES EN MATIÉRE D'IMMIGRATION.

Seuls 1,2% des enfants interrogés ont déclaré pouvoir retourner dans leur pays d'origine. 3,6% ne savent pas s'ils pourraient le faire, et 95,2% ont affirmé ne pas pouvoir y retourner- en grande partie par crainte de persécution, de guerre ou d'autres problèmes qui mettraient leur vie en danger.

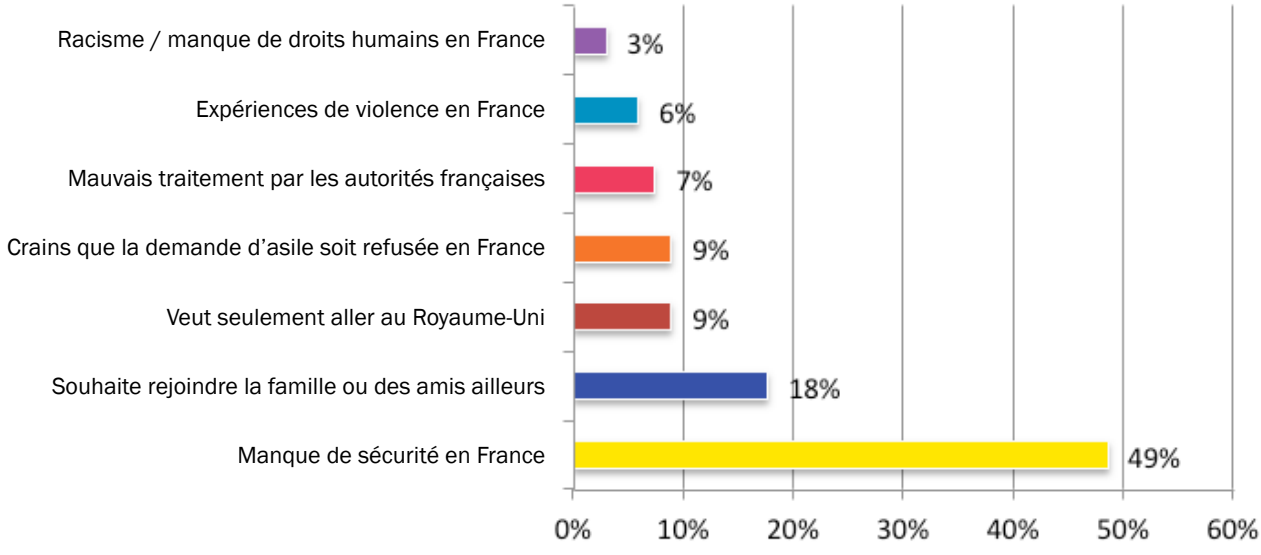
Seuls 16,9% ont déclaré avoir accès à des informations sur leurs droits et les possibilités de changer leur situation. Un pourcentage similaire (4,8%) a déclaré avoir accès à des informations sur les lois européennes en matière d'immigration.

AVEZ-VOUS POSTULÉ AU PROCESSUS DE DUBLIN POUR REJOINDRE VOTRE FAMILLE?
SEULEMENT LES MINEURS





POURQUOI NE VOULEZ-VOUS PAS FAIRE VOTRE DEMANDE D'ASILE EN FRANCE?
SEULEMENT LES MINEURS



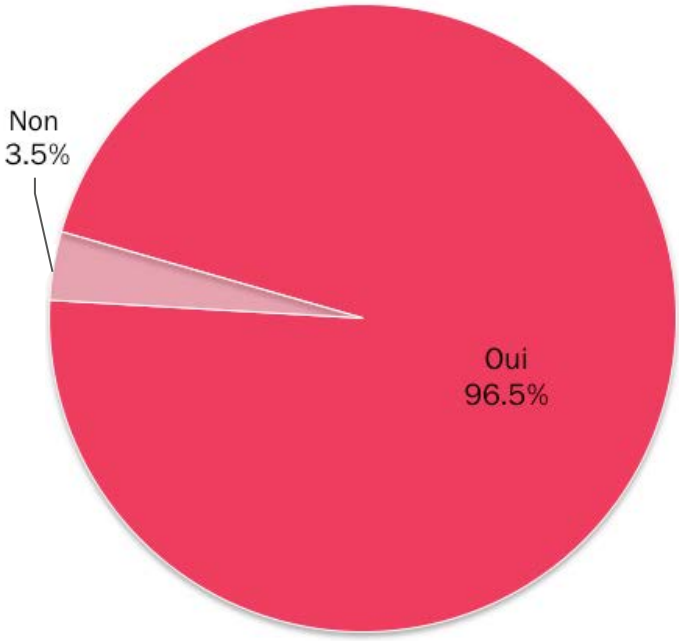
**Les répondants ont été invités à expliquer pourquoi ils ne souhaitaient pas demander l'asile en France. Leurs réponses ont été enregistrées, classées par l'équipe d'analyse statistique de RRE et sont illustrées dans ce graphique.*

POLICE VIOLENCE

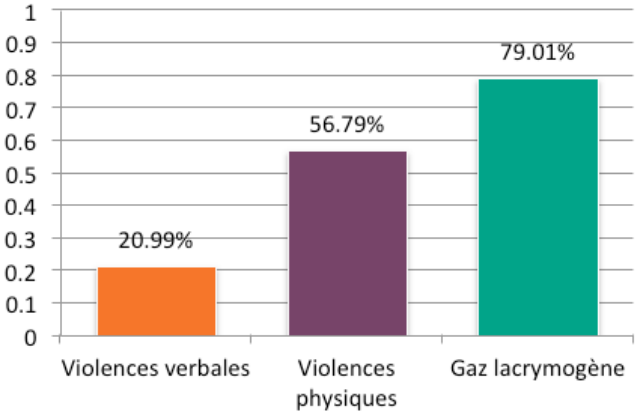


96,5% des mineurs ont été victimes de violences policières dans la région. 79% ont subi des gaz lacrymogènes, 56,8% d'autres formes de violence physique et 21% de violence verbale par la police.

AVEZ-VOUS SUBI DES VIOLENCES POLICIÉRES?
SEULEMENT LES MINEURS

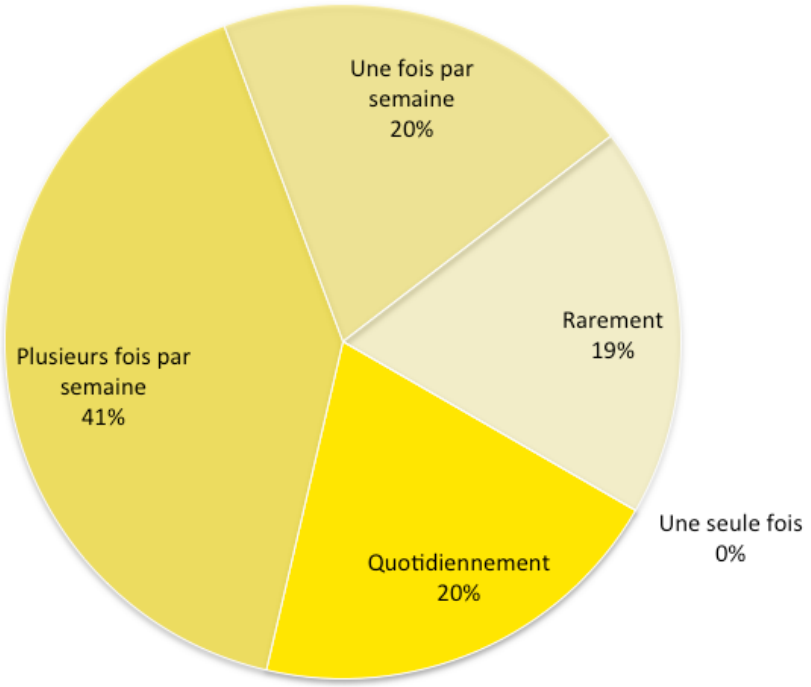


QUELLE(S) FORME(S) DE VIOLENCES POLICIÉRES?
SEULEMENT LES MINEURS



A QUELLE FREQUÉNCE SUBISSEZ-VOUS LES GAZ LACRYMOGÈNES EN FRANCE?

SEULEMENT LES MINEURS



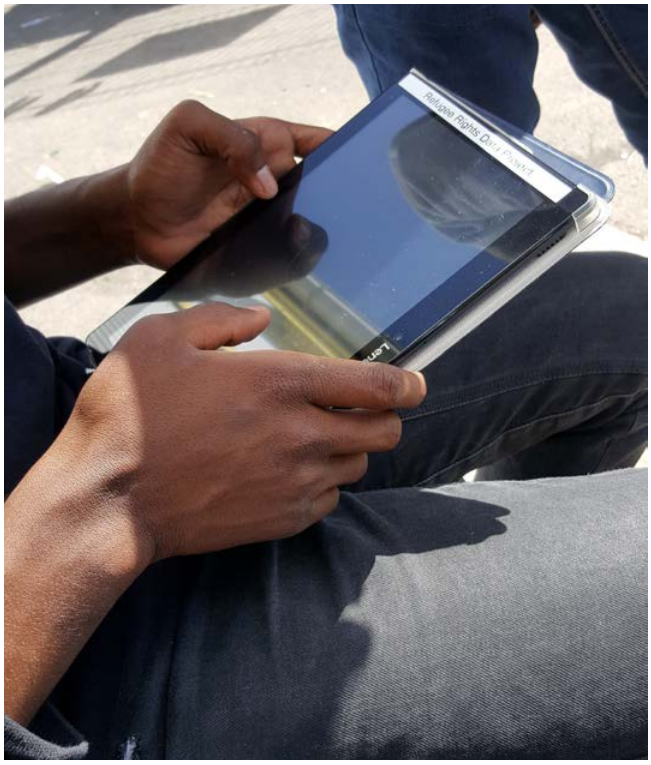
Récemment, il semblerait que la police française ait commencé à utiliser des Taser (des pistolets électriques) sur les réfugiés. Un jeune érythréen de 16 ans a déclaré avoir reçu une décharge électrique lorsque la police l'a trouvé dans la zone portuaire. Un autre garçon a expliqué qu'il était sorti de sa cachette à l'intérieur d'un camion car il était sur le point d'être écrasé par des panneaux de bois. Malgré le fait qu'il soit sorti volontairement, la police lui a délivré une décharge électrique. Un garçon de 16 ans d'Érythrée a relaté une expérience similaire : « Ils m'ont donné un choc électrique. C'est arrivé au port de Calais parce qu'ils faisaient des recherches dans la zone. »

Une proportion importante des violences policières a lieu lorsque les jeunes essaient de se rendre au Royaume-Uni, mais un nombre alarmant de cas de violences policières semblent non provoquée. Un garçon érythréen, âgé de 17 ans, a expliqué: « Une nuit, ils nous ont aspergés de gaz lacrymogène alors que nous dormions sous le pont. Une autre fois, deux policiers m'ont poursuivi en plein milieu de la nuit et m'ont donné des coups de pieds et de matraque. » De même, un jeune soudanais de 17 ans a déclaré: « Des policiers français m'ont frappé en plein milieu de la nuit alors que j'étais seul. »

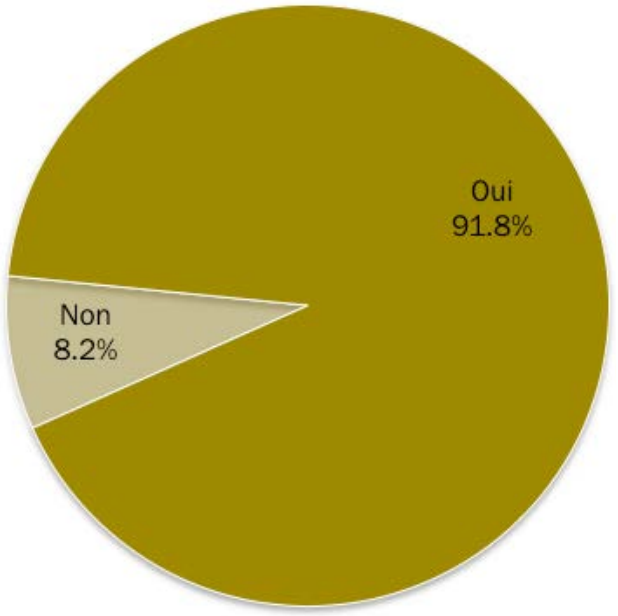


<< [LA POLICE] ME RECONNAIT À CAUSE DE MES CHEVEUX ET ILS ME SUIVENT EN PERMANENCE. ILS ME BATTENT PRESQUE QUOTIDIENNEMENT. JE ME SUIS FAIT ASPERGER DE GAZ LACRYMOGÈNE À PLUSIEURS REPRISES. >>

Garçon, 17 ans, Érythrée



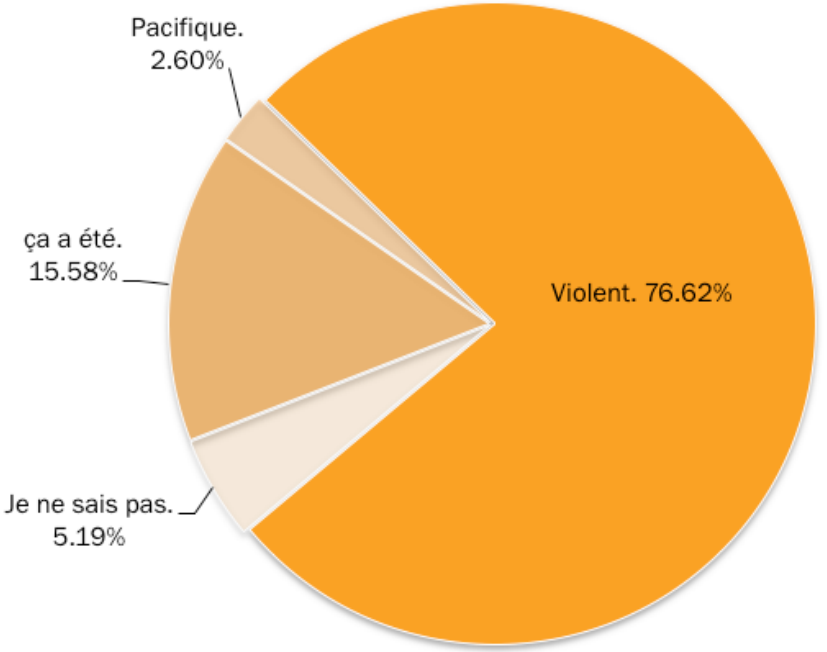
LA POLICE VOUS A-T-ELLE DÉJÀ DEMANDÉ DE QUITTER LE LIEU OÙ VOUS DORMIEZ?
SEULEMENT LES MINEURS



En effet, 91,8% des enfants interrogés ont été forcés de quitter le lieu où ils dormaient après que la police leur ait demandé. 76,6% ont décrit l'incident comme « violent » et 55,1% ont déclaré qu'ils « avaient peur » quand cela s'est produit. 84,6% des enfants dans cette situation n'ont pas reçu d'informations sur les logements alternatifs disponibles.

Un garçon érythréen de 16 ans a expliqué: « Nous dormions dans les bois quand la police est venue nous réveiller et nous a ordonné de nous lever et de partir. J'ai obéi mais ils m'ont quand même frappé les jambes avec leur matraque. Elles m'ont fait mal pendant quelques temps, mais je me sens mieux maintenant. »

COMMENT DÉCRIRIEZ-VOUS CET INCIDENT?
SEULEMENT LES MINEURS



<< J'ETAIS SUR LA ROUTE UN SOIR. IL Y AVAIT PAS MAL DE POLICIERS ET ILS NOUS ONT INSULTÉ, FRAPPÉ AVEC LEURS MATRAQUES ET ASPERGÉ DE GAZ LACRYMOGÈNE. J'ÉTAIS POURTANT SEUL AVEC MON AMI. >>

Garçon, 16 ans, Soudan

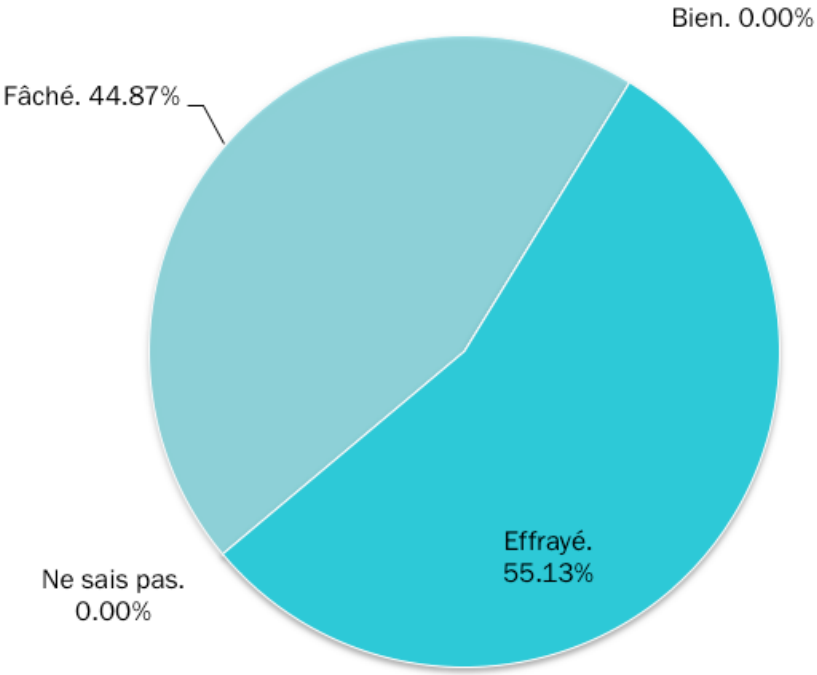
Un adolescent érythréen nous a expliqué que le document qui prouvait son âge avait été déchiré par la police et qu'il avait ensuite été détenu pendant plus de 12 heures sans accès à une salle de bain. Il a confié avoir été battu par la police, avant d'être remis en liberté avec un genou blessé.

75,3% des enfants interrogés ont été arrêtés ou détenus dans la région de Calais.

<< LA POLICE NATIONALE M'A POURSUIVIET S'EST BATTU AVEC MOI, ILS M'ONT FRAPPÉ AVEC LEUR MATRAQUE ET M'ONT ASPERGÉ DE GAZ LACRYMOGÈNE. JE NE M'ATTENDAIS PAS À CELA DANS UN PAYS COMME LA FRANCE. >>

Garçon, 14 ans, Éthiopie

QU'AVEZ-VOUS RESSENTI DURANT CET INCIDENT?
SEULEMENT LES MINEURS

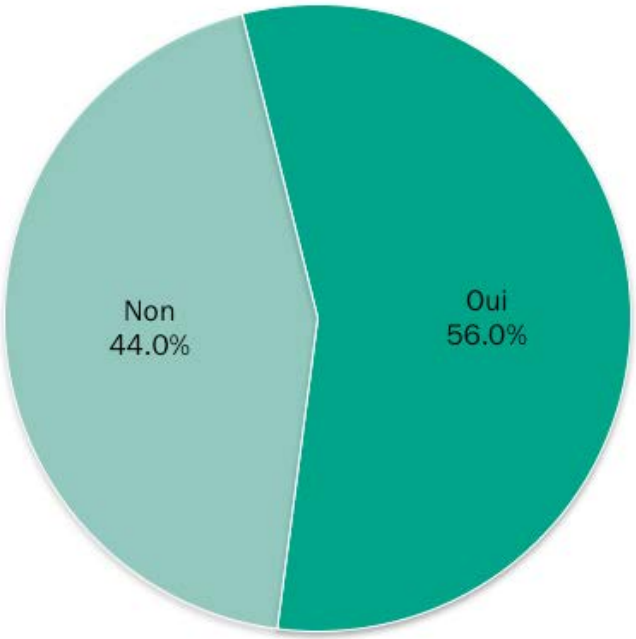




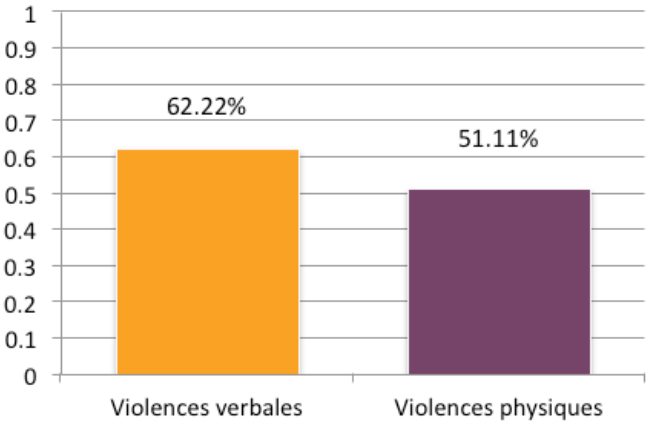
VIOLENCE DE LA PART DES CITOYENS FRANÇAIS

56% des enfants interrogés ont subi des violences de la part des citoyens français. Parmi eux, 62.2% ont subi des violences verbales, et 51.1% des violences physiques.

AVEZ-VOUS SUBI DES VIOLENCES DE LA PART DES CITOYENS FRANÇAIS ?
SEULEMENT LES MINEURS



QUELLE(S) FORMES DE VIOLENCE AVEZ-VOUS SUBI DE LA PART DES CITOYENS FRANÇAIS ?
SEULEMENT LES MINEURS



<< ILS M'ONT TABASSÉ PUIS ILS ONT VOLÉ MON SMARTPHONE. >>

Garçon, 14 ans, Érythrée

Plusieurs jeunes ont déclaré avoir été poursuivis par des voitures ou des motos. Dans certains cas, ils avaient été ciblés avec des bouteilles en verre. Dans d'autres, ils avaient été grièvement blessés après avoir été renversés par un véhicule. Les insultes verbales sont également courantes et s'accompagnent souvent d'actes violents.

Un érythréen de 17 ans a expliqué: « Ils nous ont couru après et nous ont jeté des bouteilles. On voyait qu'ils racontaient des mauvaises choses à notre sujet. Même si nous ne parlons français, c'était évident. » Un adolescent soudanais a également été attaqué par un groupe de français à côté du supermarché Lidl à Calais. Il a confié avoir été battu et poignardé avec une bouteille de verre cassée, avant de réussir à échapper. Les chercheurs de RRE ont vu les blessures à sa jambe et ont remarqué que son jean avait été entaillé par les débris de verre.

Plusieurs enfants ont également expliqué que des français utilisaient parfois des bombes au poivre et des pétards pour les intimider et les effrayer. Un garçon de 16 ans d'Éthiopie a déclaré: « J'ai été agressé par des racistes et des nationalistes qui utilisaient une sorte de gaz et de pétards. »

Il a également été signalé que des citoyens non identifiés se présentent occasionnellement sans préavis aux points de distribution de nourriture et parlent aux enfants. Un soir, alors que l'équipe de recherche était présente, un adulte est reparti avec un jeune garçon dans sa voiture. Aucune des associations locales ne connaissait cet homme et ne voyait aucune raison pour qu'il reparte avec l'enfant. L'incident a été signalé à la police compte tenu des risques de violence sexuelle envers les enfants.



<< ILS ESSAIENT CONSTAMMENT DE ME RENVERSER AVEC LEUR VOITURE. ILS ME FONT DES DOIGTS D'HONNEUR. >>

Garçon, 14 ans, Éthiopie

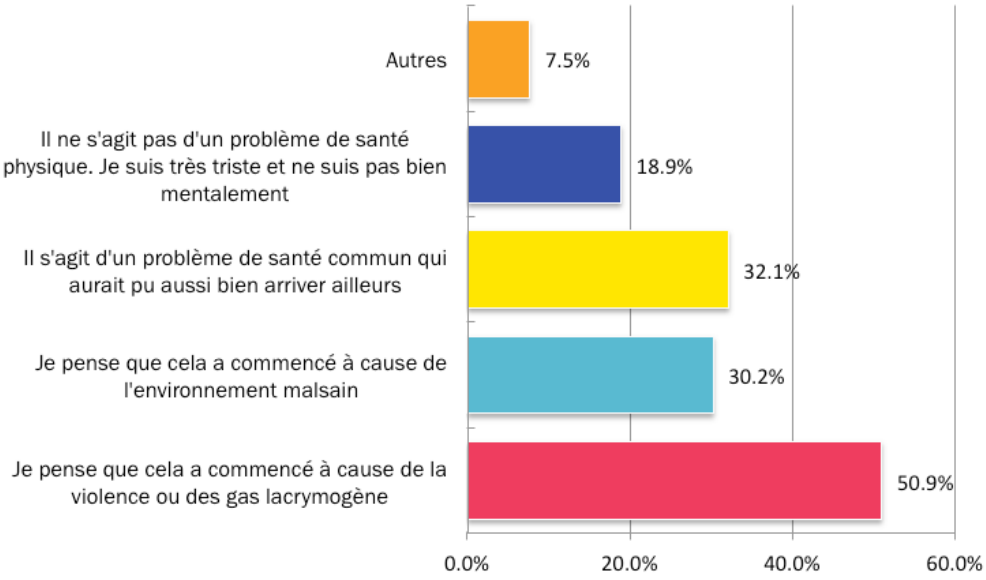
SANTÉ ET SÉCURITÉ

85,9% des enfants « ne se sentent pas en sécurité » ou « ne se sentent pas du tout en sécurité » dans Calais ou aux alentours.

En outre, 63,1% disent avoir eu des problèmes de santé en France mais seuls 52,8% d'entre eux ont pu recevoir une aide médicale.

Plus de la moitié (50,9%) pensent que leurs problèmes de santé sont dus aux violences ou aux gaz lacrymogènes. 18,9% ont déclaré souffrir de problème de santé mentale plutôt que physique.

COMMENT DÉCRIRIEZ-VOUS VOS PROBLÉMES DE SANTÉ?
SEULEMENT LES MINEURS





CONCLUSION

Six mois après la démolition du camp de Calais, il est clair que de nombreux problèmes subsistent.

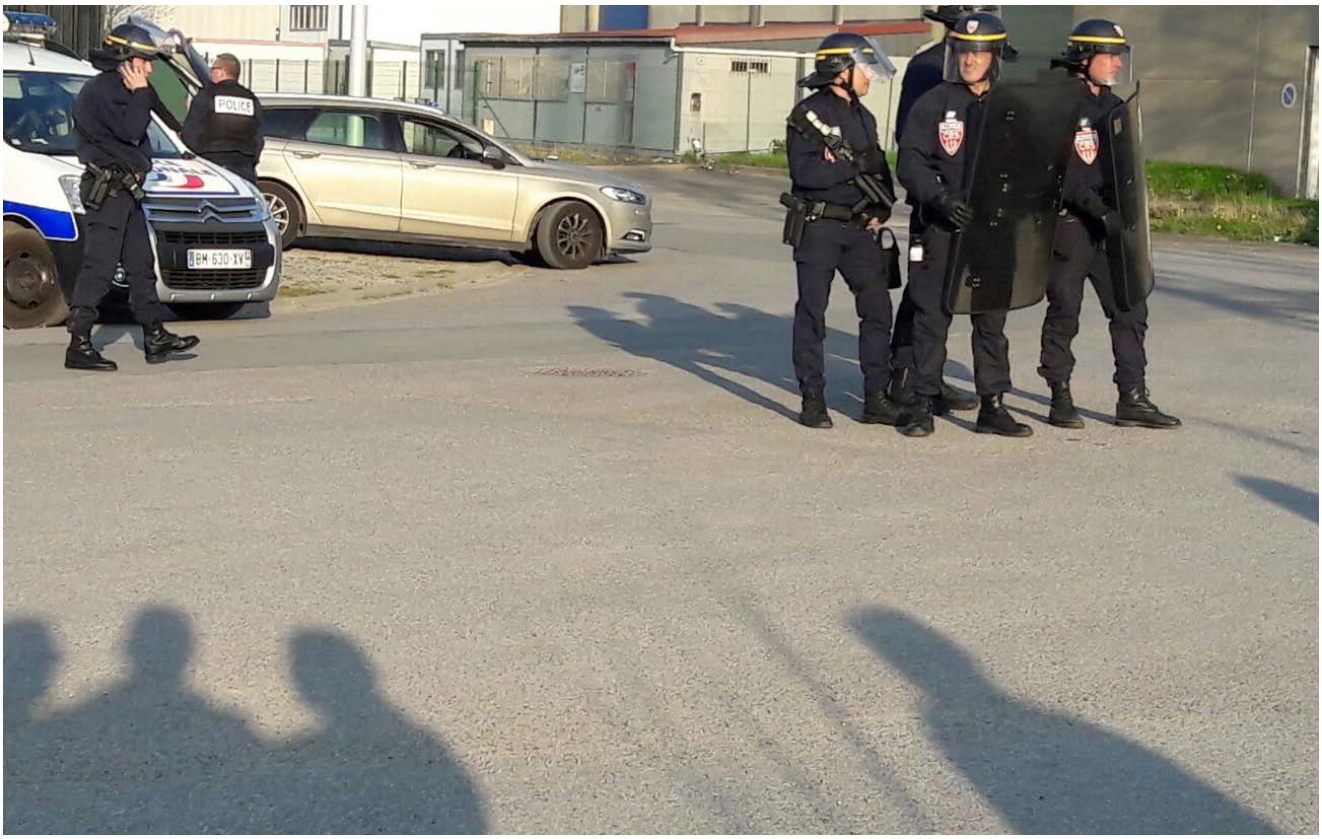
Les résultats de cette enquête montrent l'ampleur de l'échec de la protection de l'enfance dans la région de Calais. Une vaste proportion d'enfants réfugiés vivant dans la région n'est pas accompagnée et beaucoup d'entre eux sont en France depuis au moins six mois. Au cours de cette période, la majorité de ces enfants ont subi des violences policières, y compris des gaz lacrymogènes et des coups. Le manque de sécurité combiné à l'absence d'information, de conseils et de soutien est frappant.

Un grand nombre de personnes interrogées ont indiqué qu'elles avaient de la famille au Royaume-Uni, ce qui suggère qu'elles pourraient être éligibles à la réunification en vertu du règlement de Dublin. Pourtant, beaucoup ont été privées de la chance de rejoindre leur famille dans le cadre de ce mécanisme juridique. Certains attendent encore le verdict tandis que d'autres n'ont pas encore eu la possibilité de postuler.

Il est également clair que de nombreux enfants vulnérables vivant dans les rues de Calais devraient pouvoir bénéficier de la protection du Royaume-Uni dans le cadre du programme « Dubs ». Une action décisive du gouvernement britannique en cette direction est nécessaire.

Qui plus est, il est urgent d'adopter une approche basée sur le respect de la dignité humaine sur le territoire français. La démarche actuelle de l'État français repose sur la brutalité et l'intimidation et ne permet guère de résoudre la situation insoutenable qui continue de se dérouler dans la région de Calais.

Six mois après la démolition du camp, il est évident que les gouvernements britannique et français ont un rôle urgent à jouer afin de trouver une réponse durable et humaine à cette crise humanitaire.





www.refugeerights.org.uk | info@refugeerights.org.uk | @Refugee_RE